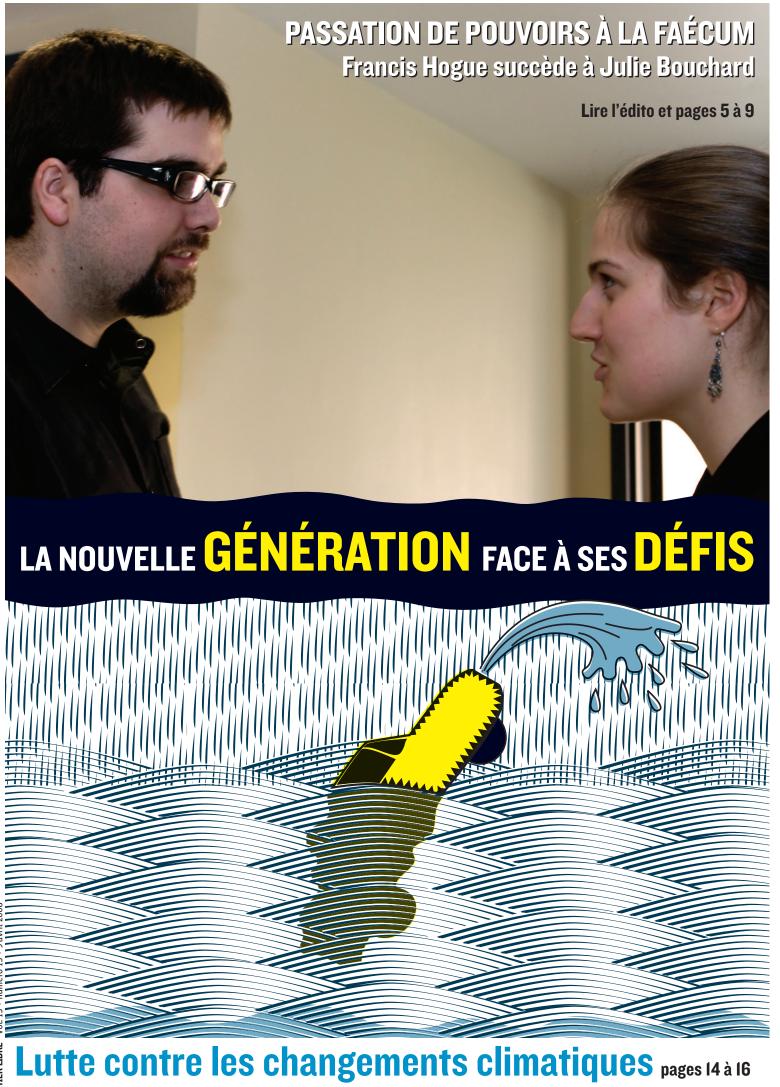
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



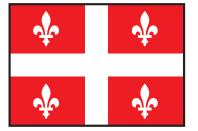
CAMPUS

Cycles supérieurs
Des assos veulent un regroupement indépendant de la FAÉCUM

Page 5

SOCIÉTÉ

Fédéralistes de gauche au Québec Pour qui voter aux élections provinciales ?

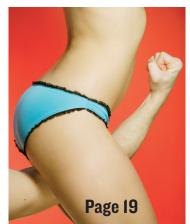


Page 12

CULTURE

Musique indépendante Le nouveau festival Montréal Chose

Rencontre avec la chorégraphe Virginie Brunelle



www.quartierlibre.ca



DOSSIER

LE RENOUVELLEMENT DU MOUVEMENT ÉTUDIANT



La FAÉCUM, résolument tournée vers l'avenir

Par Véronique Martel Attachée aux communications écrites **FAÉCUM**

Les 28, 29 et 30 mars derniers avait lieu le XXXIIe congrès annuel de la Fédération des associations étudiantes du cam-

pus de l'Université de Montréal (FAÉCUM).

Débats et bilans

Les délégués des associations étudiantes membres se sont livrés à de chauds débats, notamment au sujet du fonctionnement de la FAÉCUM et des manières d'attirer les étudiants aux cycles supérieurs à s'impliquer sur le bureau exécutif.

Le bureau exécutif sortant a fait ensuite un bilan lucide de la campagne contre le dégel des frais de scolarité, qui n'a pas comblé toutes les attentes des membres. À l'opposé, la campagne contre les hausses de frais afférents est considérée comme un franc succès!

Le temps des adieux

Le moment fort de la fin de semaine a sans conteste été le discours de fin de mandat de Julie Bouparoles étaient lancées à l'intention des délégués des associations étudiantes membres, qu'elle a chaudement remerciés pour leur travail et leur implication. Soulignant les écueils et bons coups de l'année, elle a relevé l'apport essentiel des membres du bureau exécutif 2007-2008 et a salué au passage tous les gens avec qui elle a milité.

Julie Bouchard s'est aussi permis un commentaire personnel quant à la place et au rôle des femmes à la Fédération. « Les femmes ont une approche différente de la politique et leur contribution est importante. J'ai rencontré des femmes intelligentes et dévouées cette année autour de la table, et je ne peux que vous inciter à faire le grand saut vers le bureau exécutif de votre Fédération dans les années à venir », a-t-elle lancé.

Les priorités pour 2008-2009

Les délégués ont ensuite procédé à l'élection du nouveau bureau exécutif, qui entrera en fonction le 1er mai. Le secrétaire général élu, Francis Hogue,

chard, secrétaire générale sortante. Ses premières est l'actuel coordonnateur aux affaires associatives. Pour le prochain mandat, il a établi ses trois priorités.

> D'abord, tous les étudiants de l'Université de Montréal seront appelés à exprimer leurs opinions et leurs visions pour l'avenir de leur Fédération, dans le cadre du renouvellement du plan de développement (2009-2014) de l'organisation. La FAÉCUM investira aussi temps et énergie dans l'étude et l'analyse approfondies des Services aux étudiants (SAE) sur le campus. À la lumière des développements dans le dossier du financement des SAE, notamment en ce qui a trait à la contribution étudiante par le biais des frais afférents, l'offre et la qualité des services doivent être revues afin de mieux combler les besoins des étudiants de tous les cycles d'études. Finalement, sur le plan national, la FAÉCUM s'impliquera dans le dossier du financement des universités. Une consultation panquébécoise à cet effet est sur la planche à dessin, et la plus importante association étudiante francophone de campus fera entendre sa voix!



Votre nouveau bureau exécutif!

Jean-Daniel Daigle, coordonnateur à la vie de campus

Le bureau exécutif 2008-2009 de la FAÉCUM (de gauche à droite) : Walid Romani, coordonnateur à la recherche universitaire, Nicolas Descroix, coordonnateur aux affaires universitaires Kevin Bélanger, coordonnateur aux finances et services pour un second mandat, Jonathan Lafontaine, coordonnateur aux affaires externes, Francis Hogue, secrétaire général, était coordonnateur aux affaires associatives en 2007-2008, Nicolas Veilleux, coordonnateur aux affaires associatives, Louis-François Brodeur, coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs, Mountagha Sow, coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle,

Pendant ce temps, à la FEUQ...

La XVIIIe assemblée générale annuelle (AGA) de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) avait lieu, quant à elle, la fin de semaine dernière. Cette instance de la Fédération nationale, qui regroupe 16 associations étudiantes et représente plus de 120 000 étudiants des quatre coins de la province, s'est ouverte le vendredi 4 avril à l'Université du Québec à Chicoutimi. Comme au congrès de la FAÉCUM, l'AGA de la FEUQ permet aux associations membres de débattre des orientations de l'année à venir et d'élire le prochain conseil exécutif.

Chantiers nationaux pour 2008-2009

Les débats ont largement porté sur une vaste consultation qui sillonnera le Québec en 2008-2009 afin de recueillir l'opinion de tous les acteurs concernés par l'avenir de l'éducation postsecondaire au Québec. De l'accessibilité géographique L'autre chantier national sera le programme de au mode de financement des collèges et universités, en passant par l'importance des établisse-

ments d'enseignement postsecondaire dans les fédéral sonnait le glas pour ce programme qui verrégions, l'inévitable contribution étudiante et la question des frais afférents, les associations présentes se sont entendues pour ratisser le plus large possible.

Aussi, elles ont décidé de poursuivre les négociations avec le gouvernement pour abolir la contribution parentale dans le calcul de l'aide financière accordée aux étudiants. C'est que 64,9 % des étudiants bénéficiaires de l'AFE reconnaissaient en 2002 n'avoir reçu aucune contribution parentale. Puisque le gouvernement ne tient pas compte du fait que les parents payent ou non leur part de la contribution, des milliers d'étudiants reçoivent moins que ce qu'ils auraient normalement le droit de recevoir en prêts et bourses

remplacement de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Le dernier budget sait 70 millions de dollars par année au Québec pour assurer l'accessibilité aux études postsecondaires. La FEUQ se tourne donc à présent vers le gouvernement provincial pour obtenir l'engagement que toutes les nouvelles sommes obtenues en paiements de transfert non dédiés soient effectivement octroyées à l'éducation postsecondaire.

Le conseil exécutif de la FEUQ pour 2008-2009

Le nouveau conseil exécutif de la FELIO composé entre autres de deux officiers du bureau exécutif 2007-2008 de la FAÉCUM, a endossé toutes ces orientations et a d'ores et déjà retroussé ses man-

Président: David Paradis, coordonnateur à la recherche universitaire de la FAÉCUM en 2007-2008.

Vice-président aux affaires universitaires : Pascal Marchi, vice-président aux affaires externes de l'Association des étudiants de Polytechnique (AEP) en 2007-2008 et vice-président aux services l'année précédente.

Vice-président aux affaires institutionnelles : Philippe Brisson, coordonnateur aux finances et services de la FAÉCUM en 2006, élu pour un second mandat à la FEUQ. Coordonnateur aux affaires internes et aux communications : Jean Grégoire, coordonnateur à la vie de campus de la FAÉCUM en 2007-2008 Coordonnateur aux affaires fédérales et internationales : Guillaume Dubreuil, président du Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec

à Chicoutimi (MAGE-UQAC) en 2007-2008. Pour vous tenir informé des avancées sur les dossiers panquébécois, visitez le site Web de votre Fédération nationale à www.feuq.qc.ca.

À LA UNE

Les changements climatiques sont perceptibles partout : ciel, mer, terre et bientôt – déjà? – dans les relations humaines. Les défis de notre génération – et de celles que nous engendrerons – sont énormes. Actuellement à pleins gaz, le navire sur lequel nous avons embarqué doit réduire sa vitesse et changer de cap s'il ne veut pas couler.

La FAÉCUM aussi fait face aux défis du changement. Féminisation, transparence, pluralité politique : la fédération doit passer des paroles aux actes. Le navire faécumien devrait agir comme le brise-glace d'un mouvement étudiant gelé. Il doit augmenter sa vitesse et garder le cap du discours, pour ne pas couler.

PHOTOS DE LA UNE: JULIEN HOUDE ILLUSTRATION: CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE | Martier

CAMPUS

Courrier des lecteursp. 4
Chronique sur le mouvement étudiantp. 5
Indépendance des cycles sup p. 5
CONGRÈS ANNUEL DE LA FAÉCUM
Passage de témoinsp. 7
Hausse de salaires p. 7
Politique d'accès à l'information p. 8
En famillep. 8
CISM tient son AGp. 8
Hogue se livrep. 9
Confidences de la SG sortante \dots p. 9
L'argent de Pepsip. 10
Bilan positif pour ciné campusp. 10
Tête Chercheuse : Luc Courchesne p. 11
Les Carabins champions de
•
soccer intérieurp. 11
SOCIÉTÉ

MONDE

Casques bleus : On dirait le Sud p. 13 Conflits climatiques p. 14 Océan acide p. 15 Électricité made in chez soi p. 16
Taxe carboniquep. 16
CULTURE
Festival: Montréal Chose
La ligue d'improvisation picturalep. 18
•
Rencontre avec la chorégraphe
Virginia Drunalla n 10

Lecture: Vingt-quatre mille baisers p. 19

Musique: The kills, Supergrass p. 20

Chronique Cinéma : Caramel p. 22

Une journaliste à la découverte des danses :

La gauche fédéraliste au Québecp. 12

Jeunes et justicep. 17



Muriel	p. 22	,
La page BD du Q. L.	p. 23	i

Erratum

Dans la précédente édition, *Quartier Libre* mentionnait à propos de la hausse des frais afférents concernant les étudiants en rédaction que « le BE (de la FAÉCUM) et le rectorat se sont entendus pour que le nouveau frais soit revu de moitié, porté à hauteur de 50/60 \$ par session. » Cette information était fausse : il n'existe pour le moment aucun compromis entre les deux parties. Nous nous basions sur ce que des délégués d'associations nous avait rapporté d'un précédent conseil central, entièrement à huis clos. Toutes nos excuses



Quartier Libre

DIRECTEUR GÉNÉRAL Mounir El Malki

directeur@quartierlibre.ca

RÉDACTRICE EN CHEF Rachelle Mc Duff - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE

Campus : Clément Sabourin campus@quartierlibre.ca Société / Monde : Thomas Gerbet societemonde@quartierlibre.ca Culture : Julie Delporte

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gauleiac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR

BÉDÉISTES

Marie Dauverné, Pascal Girard, David Turgeon Martin

PHOTOGRAPHE

JOURNALISTES

Julie Brunet, Alexandre Cayla, Valérie Delaney, Bruno Geoffroy, Marie-Michèle Giguère, Charlotte Horny, Marc-André Labonté, Olivier Laniel, Maude L'Archevêque, Nicholas Lavallée, Dominique Lemieux, Benjamin Léon, Valérie Manteau, Ariane Parayre, Constance Tabary, Roberta Taveri

CORRECTEURS

Mélanie Côté, Anne-Sophie Dussouy, Pascal Lamblin, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ

7/24 Marketing inc (514-392-2905) www.724marketing.ca Accès-Média (514-524-1182) www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION
& DISTRIBUTION

Powerto & Simmo

POUR NOUS JOINDRE

Tél.: (514) 343-7630 • Téléc.: (514) 343-7744 Courriel: info@quartierlibre.ca Site Web: www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, Quartier Libre est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au : 3200, rue Jean-Brillant (Local B-I274-6) C.P. 6I28, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3T IN8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info) et de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être
reproduit avec mention obligatoire de la source

PROCHAINE PARUTION 23 avril 2008 PROCHAINE TOMBÉE 16 avril 2008 ÉDITO

LE COURAGE DE CHANGER (suite)

e dernier éditorial de *Quartier Libre* a valu à la rédaction pléthore de critiques et d'insultes personnelles, provenant parfois d'individus haut placés à la FAÉCUM (certains n'hésitant pas à utiliser leurs cellulaires de fonction, donc payés avec l'argent des étudiants, pour envoyer leurs SMS d'injures). Nous ne reviendrons pas sur ces dérapages. Il semble néanmoins nécessaire de poursuivre la réflexion entamée au dernier numéro.

La fracture qui sépare la Fédération de sa base étudiante a été flagrante cette année, tant les appels à la mobilisation (contre le dégel, contre l'augmentation des frais afférents ou pour voter en faveur de la hausse de la cotisation de la FAÉCUM) sont restés lettre morte. Et le dernier congrès n'a fait que souligner cette indifférence. En moyenne, seule une trentaine d'associations, sur 80, étaient présentes pendant les trois jours, et, pour obtenir le quorum (qui ne doit être constaté que lors de l'ouverture du congrès, le vendredi à 13 h), des délégués ont mentionné à *Quartier Libre* qu'« on leur avait demandé de venir juste pour le décompte et qu'ensuite ils pouvaient partir ». Une pratique qui mérite réflexion.

Mais bien que peu de délégués étaient présents, ceux qui étaient perçus comme dissidents étaient constamment rabroués, de manière policée. Pour clore les débats les plus dérangeants, soit la question préalable était systématiquement demandée (ce qui signifie mettre fin aux discussions et passer immédiatement au vote), soit des règles «immuables» de la Fédération étaient rappelées. Par exemple, lorsque quelques délégués ont demandé davantage de précisions sur les états financiers de la Fédération, notamment sur les 40 000 \$ de frais de représentations (frais de déplacements et de restauration pour rencontrer des acteurs politiques provinciaux et fédéraux et faire du lobbying), ils se sont vu répondre qu'« il faut faire confiance aux vérificateurs payés un prix fort par la FAÉCUM». Refuser de fournir un budget complet aux membres individuels de la Fédération, alors que nombre d'associations étudiantes le font (à commencer par l'autre grosse association de l'UdeM, l'AGEEFEP) n'entraîne que le doute, voire la méfiance.

Le fond du problème, c'est que la FAÉCUM, par son statut juridique particulier, ne répond pas des politiques d'accès à l'information qui encadrent les organismes publics. N'importe quel citoyen peut connaître les frais de restauration professionnels d'un député, d'un ministre, d'un dirigeant de Radio-Canada ou de Stephen Harper. Mais pas un étudiant membre de la FAÉCUM pour un de ses représentants!

La politique d'accès à l'information adoptée en congrès constitue donc une avancée, aussi incomplète soit-elle. Désormais, chaque membre pourra connaître les grands postes budgétaires, et, surtout, l'accès aux informations touchant le fonctionnement et la gestion de la Fédération ne relèvera pas uniquement de la discrétion des officiers du Bureau exécutif (BE). Auparavant, c'était ces derniers qui décidaient de qui pouvait voir quoi. En conséquence, les personnes qui avaient montré patte blanche et démontré leur

allégeance à la FAÉCUM obtenaient bien plus facilement les informations demandées que les étudiants qui ne partageaient pas forcément leurs vues politiques.

On exagère? Absolument pas. Cette année, *Quartier Libre* a publié quelques chiffres du budget prévisionnel de la Fédération. Une première depuis huit ans! Pour y arriver, nous avons dû rappeler à Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires, ses engagements de campagne, lui qui promettait alors plus de transparence. Un autre exemple: en 2002, lorsque l'association de sociologie (qui avait toujours été l'une des moins complaisantes envers la Fédération) avait exigé de voir le contrat d'exclusivité signé par le BE de la FAÉCUM avec Pepsi, on lui avait refusé. C'est en passant par les tribunaux de la Commission d'accès à l'information que les sociologues avaient finalement obtenu le document.

Alors oui, l'expression était forte, mais jusqu'à l'adoption de cette politique d'accès à l'information, l'obtention de documents « sensibles » relevait du clientélisme. C'est toute une culture du copinage que nous voulions dénoncer car seuls ceux qui connaissent sur le bout des doigts les procédures de la Fédération, seuls ceux qui sont convaincus que son mode de fonctionnement est le meilleur, détiennent *de facto* les rênes de la plus importante association étudiante du Québec.

Qu'une bonne quarantaine d'associations ne se présente jamais en Conseil central ou en congrès car leurs délégués sont trop accaparés par leurs études et leur vie privée ne pose aucun problème. D'ailleurs, jusqu'à ce qu'un nouveau règlement soit adopté au cours du dernier congrès, des délégués issus d'autres associations se chargeaient de représenter les délégués absents. On a ainsi pu voir un délégué de l'association de communication et politique voter en tant que représentant de criminologie et un membre d'éducation cycles supérieurs siéger pour l'association de droit. De telles pratiques, sous couvert du strict respect des procédures fédératives, n'encouragent pas la confiance des étudiants envers leur Fédération, et les incitent encore moins à participer.

Le courage de changer, c'est donc de poursuivre ce que certains membres du BE sortant ont entamé, quitte à devoir profondément réformer le mode de fonctionnement de la FAÉCUM. Il s'agit d'honnêteté démocratique : si rien n'est fait, la Fédération ne deviendra qu'un groupe d'intérêt ne représentant que la centaine d'individus qui s'y implique. Mais c'est également une question de logique politique : la force d'une fédération étudiante réside à la base dans le nombre d'individus qu'elle représente, et non dans l'appareil administratif qu'elle a su développer avec le temps. Tant qu'elle n'aura pas su recouvrer la pleine adhésion de ses 33 000 membres, et donc la légitimité conférée, la FAÉCUM continuera à ne pas être entendue par le rectorat de l'UdeM, encore moins par Québec. En tant que journalistes, et pour reprendre Albert Londres, un des pères de la profession, « notre métier n'est ni de faire plaisir, ni de faire du tort. Il est de porter la plume dans la plaie ». S'abstenir de pointer les maux de la Fédération ne serait que complaisance.



LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DEVRA BIENTÔT COMBLER LES POSTES DE :

- Rédacteur en chef
- Chef de pupitre campus
- Chef de pupitre société-monde
- Chef de pupitre culture

Faire parvenir un curriculum vitae, lettre de motivation et sélection d'articles publiés à **info@quartierlibre.ca**Pour plus d'information et une description complète des tâches, visiter le **www.quartierlibre.ca**

Courrier des lecteurs

Piège à rats pour les membres de la FEUQ

Depuis maintenant 4 ans, plusieurs associations remettent en question leur affiliation à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). L'AESS-UOAM (2007), le SSMU (2006), la CADEUL (2005) et l'ÆLIÉS (2004) ont déjà quitté l'organisation nationale. Ces quatre associations représentent environ 60 000 étudiants, soit approximativement le tiers des membres de la FEUQ d'avant 2004.

L'exécutif de la FEUQ a pourtant trouvé une manière d'empêcher toute possibilité de se désaffilier en proposant à son CA une liste de règlements limitant ses membres dans leur action. Ces changements portent essentiellement sur les référendums de désaffiliation. Alors que plusieurs universités, dont l'Université Laval, reconnaissent les votes électroniques pour les référendums, la FEUQ interdit maintenant ce type de vote, même s'il permet entre autres d'aller rejoindre les étudiants qui ne sont pas présents sur le campus et donc d'être plus représentatif. La FEUQ restreint aussi la période de campagne référendaire à dix jours. Pourtant, pour que les étudiants

L'agora

puissent comprendre l'ensemble des enjeux qui leur sont présentés, une période de campagne référendaire est essentielle et ne devrait pas être aussi limitée. De surcroît, la FEUQ interdit à ses associations de tenir deux référendums à l'intérieur d'un délai de 18 mois. Cela veut dire qu'une association dont les membres demandent un deuxième référendum dans un délai moindre ne pourra pas le faire.

Alors que la souveraineté locale fait partie des valeurs importantes de la FEUQ, cette dernière empêche maintenant ses membres de se prévaloir du droit de décider de ce qui adviendra de leur association.

La CADEUL est indépendante depuis près de 3 ans. À cette époque, nous nous sommes désaffiliés à cause de la culture feuquienne qui laissait très peu de place aux divergences d'opinions et à la liberté de ses membres. Preuve que rien ne change à la FEUQ, ils se sont maintenant dotés d'une structure qui ne fait que confirmer ces constats. Comment peuvent-ils espérer être une organisation représentant l'ensemble des étudiants universitaires alors qu'ils dictent eux-mêmes les conditions d'écoute?

Nous n'arrivons pas à comprendre comment les associations membres de la FEUQ peuvent accepter d'aller à l'encontre d'une valeur fondamentale du mouvement étudiant et du même coup de leurs propres intérêts.

du Quartier

Une page qui vous est réservée à chaque édition

agora@quartierlibre.ca à la FAÉCUM qu'est dévolue la représentation

La situation de l'Université de Montréal est unique au Ouébec. Dans d'autres universités. la représentation est sectorielle (par exemple à l'UQAM), ou par cycles (par exemple à Laval ou à McGill). Dans ces deux cas, l'unité de représentation est plus rapprochée de sa réalité – de ses membres – et est plus apte à l'appréhender et à la comprendre. C'est l'essentiel du problème entre les cycles supérieurs et la FAÉCUM.

de tous les étudiants du campus.

Malgré l'importante proportion des étudiants aux cycles supérieurs, nous n'exerçons peu ou pas d'influence sur celle-ci - la FAÉCUM utilise donc l'argent de nos cotisations et notre poids politique dans ses négociations pour faire avancer ses propres dossiers, qui, malheureusement, ne portent peu ou pas sur les enjeux intéressant les cycles supérieurs. C'est qu'en fait, l'organisation de la FAÉCUM est incompatible avec la réalité des cycles supérieurs à l'Université de Montréal. Nos intérêts et nos voix y sont structurellement noyés par ceux de la majorité.

Un regroupement d'associations des cycles supérieurs permettrait à celles-ci de gérer elles-mêmes leurs affaires, efficacement, sans souffrir de la négligence (souvent délibérée) dont la FAÉCUM a fait preuve dans certains dossiers. Nos intérêts seront nécessairement mieux défendus, nous pourrons parler en notre propre nom et nos

cotisations serviront exclusivement à financer des activités et des causes concernant directement les cycles supérieurs.

ECRIVEZ À:

Nous trouvons le moment opportun d'envisager un tel changement structurel, alors qu'il devient de plus en plus difficile d'obtenir des informations complètes sur l'activité d'une association qui se prévaut pourtant de notre mandat : votes à huis clos, documents accessibles uniquement en versions tronquées, manque de transparence. Notre démarche vise avant tout à rétablir une confiance aujourd'hui sérieusement ébranlée. Compte tenu de la lourdeur des processus en place, la création d'une nouvelle organisation nous paraît constituer un moyen raisonnable de repartir sur des bases saines.

Toute association représentant des étudiants aux cycles supérieurs, exclusivement ou non, est concernée par cette démarche. Nous poursuivons nos réflexions sur le projet d'un regroupement des associations des cycles supérieurs. Nous avons jeté les bases des discussions. C'est le plus fondamental des projets par et pour les étudiants des cycles supérieurs. La contribution de tous est primordiale et sérieusement sollicitée. Regroupons-nous!

> Les associations des étudiants aux cycles supérieurs en Histoire, Droit et Sciences

avec une structure rigide lorsqu'ils voudront consulter leurs membres sur une question aussi importante que celle de la représentation nationale En bref, la CADEUL s'est désafilliée de la

Ce sont ces associations qui seront prises

FEUQ pour une raison de culture et elle en est fière, car rien ne semble changer.

L'exécutif 2007-2008 de la CADEUL. la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval, qui représente 28 000 étudiants de premier cycle.

Lettre ouverte aux étudiants des cycles supérieurs et à leurs associations

La dernière édition de Quartier Libre en faisait brièvement mention, ou peut-être en avez-vous autrement entendu parler : il se crée un mouvement d'étudiants et d'associations des cycles supérieurs désirant une meilleure représentation et défense de leurs intérêts spécifiques. C'est actuellement

La légèreté de fuir

Nous, anciens « faécumiens », observons habituellement les controverses du mouvement étudiant sans sortir du confort que nous procure la neutralité du retraité. Il arrive pourtant qu'on se sente forcé de réagir. Comme aujourd'hui, alors que le *Quartier Libre* remet en question l'intégrité même du mouvement étudiant à l'Université de Montréal au nom d'un soi-disant « courage de changer » qu'il n'arrive à justifier ni dans les principes ni par les faits.

Dans son éditorial du 26 mars dernier, le journal étudiant de l'UdeM lance au sujet de la FAÉCUM des pavés qui défient l'intelligence et le simple bon sens historique. Comparer le congrès annuel de la Fédération à une réunion du parti communiste chinois démontre une malhonnêteté intellectuelle évidente. L'auteur, qui n'a vraisemblablement jamais assisté à une plénière du PCC, tente de faire passer une association étudiante pour une dictature cruelle! Il est choquant de voir le OL critiquer ainsi la vigueur démocratique de la FAÉCUM, alors que moins de 1 % de ses propres membres participent à ses assemblées générales. Les militants des associations étudiantes de la FAÉCUM se sont toujours dévoués bénévolement pour que le principe fédératif réponde aux attentes de la démocratie. Ils ont tenu et tiennent encore des assemblées générales pour se donner des mandats véritablement représentatifs. Il est injustifiable de les attaquer ainsi.

Le QL fait le choix d'imposer son propre agenda politique : miner la crédibilité de la FAÉCUM. Les « tendances » supposément observées par l'auteur dans le « paysage » de l'UdeM sont plutôt des mirages qu'il construit lui-même. Il fait allusion à un soi-disant « projet » de regroupement d'associations de cycles supérieurs séparé de la FAÉCUM. Sur la base d'informations non dévoilées, l'auteur prétend que ce projet « bouleversera l'équilibre politique du campus ». Quelle présomption! À ce qu'on sache, aucune association étudiante membre de la FAÉCUM n'a actuellement le mandat de se lancer dans un tel projet. Contrairement à ce qu'écrit le QL, une telle séparation n'est pas non plus la norme au Québec, car toutes les associations étudiantes du réseau de l'Université du Québec regroupent des étudiants de tous les cycles, comme d'ailleurs beaucoup d'associations départementales de l'UdeM.

La force du mouvement étudiant à l'UdeM vient précisément de sa capacité à réunir des milliers d'étudiants de tous cycles confondus lorsqu'une mobilisation maieure est nécessaire. La fougue et la persévérance de ces militants ont permis d'obtenir de grandes victoires politiques. Plusieurs d'entre elles concernaient directement les étudiants des cycles supérieurs : baisse des frais de rédaction en 1999, hausse du salaire des auxiliaires d'enseignement jusqu'en 2003, retrait des coupures dans les prêts et bourses en 2005, exonération fiscale des bourses étudiantes au fédéral en 2006, réglementation gouvernementale des frais afférents en 2008, etc.

Le courage politique, c'est aussi la force de ceux qui osent utiliser les outils qui existent et qui ont fait leurs preuves, tout en les forgeant à l'image de leur propre temps. À l'Université de Montréal, la FAÉCUM est le meilleur de ces outils. Ses militants font parfois des erreurs, mais ont toujours le courage de rester et d'évoluer. Malheureusement, certains préfèrent la légèreté de fuir, incapables de faire porter leur critique. Il est triste de constater qu'ils se permettent en plus de parler du courage des autres.

• Sébastien Adam

Coordonnateur aux affaires académiques de 1er cycle FAÉCUM 2000-2001 Étudiant au doctorat en psychologie à l'UdeM

• Pierre-Alain Benoît

Secrétaire général FAÉCUM 2004-2005

Attaché politique de la FEUQ Alexandre Beaupré

Coordonnateur aux affaires institutionnelles FAÉCUM 2005-2006

Étudiant au doctorat en science de l'éducation à l'UdeM

Svlvain Dubé

Coordonnateur aux affaires universitaires FAÉCUM 2006-2007 Étudiant à la maîtrise en administration de l'éducation à l'UdeM

• Frédéric Lapointe

Président de l'association des étudiants aux cycles supérieurs en éducation à l'UdeM 1998-1999

• Geneviève Lanoue-LaRue

Coordonnatrice aux affaires académiques de cycles supérieurs FAÉCUM 2001-2003

• Julie Lavallée Coordonnatrice aux affaires associatives FAÉCUM 2004-2005

· Mathieu LeBlanc

Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs FAÉCUM 2003-2004

· Patrick Lebel Secrétaire général FAÉCUM 1999-2001

• Étienne Marcotte

Coordonnateur aux affaires externes et académiques de $1^{\rm er}$ cycle 2001-2003Étudiant au doctorat en philosophie à l'UdeM

• Alexandre Parent

Président de l'association des étudiants en biologie à l'UdeM 1999-2000 Président du Fonds d'investissement des cycles supérieurs de l'UdeM 2003-2005

 Jonathan Plamondon Secrétaire général FAÉCUM 2006-2007

• Martin Vézina

Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs FAÉCUM 2006-2007

Coordonnateur aux affaires externes FAÉCUM 2003-2004

Réponse de Quartier Libre :

Il est intéressant d'indiquer au lecteur qu'une majorité de ces « retraités » de la FAÉCUM siègent toujours dans ses instances et constituent souvent les orateurs les plus entendus, surtout lorsqu'il s'agit de défendre ou de faire la promotion du travail passé ou présent de la Fédération. S'il s'agit là de neutralité, il y aurait lieu de s'interroger sur la définition de ce terme.

Les signataires de cette lettre ne semblent retenir de notre précédent éditorial que ses deux procédés littéraires les plus hauts en couleur.

Nous regrettons vraiment qu'en ayant tenus de tels propos, nous ayons offert aux personnes susceptibles de répondre aux critiques, par exemple ceux qui signent la lettre ci-dessus, des outils pour

Services aux étudiants

Action humanitaire et communautaire

OFFRE **D'EMPLOI**



L'Action humanitaire et communautaire recrute!

- Vous êtes une personne créative et
- Vous voulez jumeler engagement et expérience professionnelle?
- Vous aimez vous dépasser en relevant de nouveaux défis?
- ✓ Vous souhaitez agir ici à l'Université?

Vous avez le profil recherché! L'action humanitaire et communautaire est à la recherche de nouveaux candidats pour

se joindre à son équipe multidisciplinaire lors de l'année scolaire 2008-2009. Des postes sont à combler dans l'un ou l'autre de ses secteurs, soit l'intervention psychosociale, la solidarité sociale, 'entraide socio-économique, le secteur interculturel ou le support à la programmation du service.

Ce que nous offrons :

- Des projets stimulants et exigeants, sur le campus, d'une durée variant de 100 à 225 heures, selon un horaire flexible, rémunérés à 10\$/h;
- Des emplois disponibles à la coordination de projets, à l'animation de groupes, à la promotion et à l'administration;
- Vous bénéficierez de compléments de formation nécessaires à l'accomplissement de votre travail et d'une supervision par des professionnels qualifiés

Ce que nous recherchons :

- Des étudiants inscrits à l'Université de Montréal dont la formation se termine au
- Une disponibilité à travailler à partir de la troisième semaine d'août 2008:
- De l'expérience de travail ou de bénévolat dans le milieu communautaire ou encore un engagement dans la communauté;
- Les qualités suivantes : débrouillardise, autonomie, entregent, sens des responsa-

Si cette offre vous intéresse, faites parvenir votre curriculum vitæ, accompagné d'une lettre de motivation, avant le 18 avril 2008, par courrier électronique à :

Monsieur Alain Vienneau Responsable alain.vienneau@umontreal.ca

n humanitaire et communautaire, c'est une trentaine d'employés, quatre professionnels et dévoles, qui unissent leurs efforts pour travailler à l'amélioration de la qualité de vie sur US. Pour plus de renseignements, visitez le site Web : www.serdahc.umontreal.ca



NPININN -

Du mouvement, étudiants!

EN SELLE

Alexandre CAYLA

omme les États-Unis, le mouvement étudiant est en récession. Il se contracte tandis que la pression augmente sur les étudiants. On leur demande de payer plus quand ils n'en ont pas les moyens et, ici comme de l'autre côté de la frontière, les principaux intéressés sont dépassés par les événements. Par contre, il y a une différence notable entre les deux situations: là-bas, on espère un changement profond, on veut changer une Washington où règnent les intérêts corporatistes, tandis qu'ici, ils fleurissent et brisent l'initiative.

Bien que chercher « à qui la faute » soit un jeu stérile, force est de constater que nos fédérations étudiantes n'ont pas rempli leur mandat cette année. À part quelques interventions dans la presse, des consultations non abouties et une grève avortée, leur liste de réalisations est bien dégarnie. La FEUQ a perdu 60 000 membres depuis 2005, la FAÉCUM est aussi en train de perdre des plumes.

Dans son discours de fin de mandat, prononcé la fin de semaine dernière, Jocelyn Caron, externe de la FAÉCUM, s'est prononcé sur l'état du mouvement étudiant. Selon lui, ses piètres résultats sont attribuables à deux choses: à la peur de la grève et aux militants radicaux de gauche, les « gaugauches », qui abhorrent les fédérations et qui ne veulent que leur disparition. C'est ce que l'on appelle une fuite vers l'avant.

La réalité, beaucoup plus blessante pour ceux qui militent au sein de ses instances, est que les fédérations se sont déconnectées de leurs membres. Elles sont régies par des règlements obscurs qui finissent par devenir des outils politiques plutôt que des règles permettant une bonne gestion des affaires courantes. Finalement, seuls quelques initiés apprennent à évoluer dans ce dédale, aident les exécutants à se doter d'une majorité suffisante pour faire prendre des décisions et deviennent « la relève ».

Lors du dernier congrès de la FAÉCUM, l'équipe de Julie Bouchard a tiré sa révérence. Sans surprise, l'élection de Francis Hogue au poste de secrétaire général a été confirmée par les délégués (seulement une trentaine d'associations sur 80 se sont prononcées). Sur l'ancien BE, seulement deux officiers sortants sont encore présents, auxquels s'ajoutent sept poulains fraîchement sortis de l'écurie, bien dressés. D'ailleurs, on sait déjà qui sera le prochain président de la FEUQ, David Paradis, l'ancien coordonnateur à la recherche universitaire.

Certes, le copinage est toujours plus « rapide », mais il ne faut pas croire qu'il est plus efficace : à l'UdeM, la participation est anémique, à la FEUQ, plusieurs associations étudiantes en région questionnent la pertinence de leur affiliation puisque ce sont toujours les mêmes associations qui prennent les décisions. Plusieurs s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un moment charnière pour le mouvement, il ne reste plus qu'à voir si nos « leaders » saisiront cette opportunité pour se renouveler ou s'ils essaieront plutôt de se prémunir contre le changement à coups de règlement et de détails juridiques.

Réagissez aux articles! Ecrivez à : agora@quartierlibre.ca

Associations de cycles supérieurs SOUVERAINETÉ ASSOCIATION

Des associations de cycles supérieurs de l'UdeM veulent quitter la FAÉCUM et créer un regroupement pour les étudiants de maîtrise et doctorat, comme il en existe déjà à l'Université Laval, McGill ou encore Sherbrooke.

Clément SABOURIN

a FAÉCUM passera-t-elle bientôt de 33 000 à 26 000 membres ? C'est en tout cas ce qui risquerait d'arriver si le projet entrepris par un noyau d'associations de cycles supérieurs voyait le jour. Depuis le mois de janvier, les représentants d'associations étudiantes de maîtrise et de doctorat se réunissent discrètement afin de discuter d'une telle éventualité. Selon les chiffres qu'ils avancent, une petite dizaine d'associations, regroupant en tout 1 000 étudiants, sont prêtes à se désaffilier de la FAÉCUM. Pour qu'un tel regroupement soit reconnu officiellement, il faut obtenir la résolution d'associations regroupant la moitié des associations de cycles supérieurs faisant partie du groupe accrédité et accréditable. C'est donc le soutien de 3 302 étudiants qui est nécessaire.

« Les 6 600 étudiants en cycles supérieurs représentent 25 % du financement de la EAÉCUM, mais on est loin d'avoir 25 % de l'influence et de l'attention. On considère que l'on pourrait mieux gérer notre représentation nous-même », dit Olivier Charest, président de l'association des étudiants au cycle supérieur en sciences économiques (AECSSEUM).

M. Charest estime qu'en étant débarrassés des débats concernant les associations de 1er cycles, les cycles supérieurs obtiendront davantage de gains. Citant en exemple la hausse des frais afférents propre aux étudiants en rédaction annoncée par le rectorat en décembre 2007, il estime que « si on avait notre propre fédération, on aurait pu négocier là-dessus tout de suite. »

«Si un regroupement des cycles supérieurs voyait le jour, on aurait une meilleure représentativité, ce qui est d'ailleurs prévu par la loi », remarque Frédéric Paré, secrétaire de l'association des cycles supérieurs en droit (ACSED).

L'ACSED est née l'année dernière d'une scission au sein de l'association des étudiants en droit (AED). « En créant l'ACSED, on voulait permettre aux étudiants de cycles supérieurs d'avoir les relations sociales qui leur correspondaient, car la socialisation n'est pas la même que pour les étudiants inscrits en bac. On voulait aussi permettre la défense des dossiers spécifiques et le rapprochement de leur cotisation qui devrait aller dans leurs poches », dit François Senécal, externe de l'ACSED. Selon lui, la création d'un regroupement de cycles supérieurs à l'UdeM n'est que la poursuite de cette dynamique.

Mais pour l'heure, les associations intéressées par la création d'un tel regroupement doivent s'entendre sur le mode de fonctionnement à adopter. Ou bien les cycles supérieurs s'organisent autour d'une structure centrale forte, à l'image de la FAÉCUM, ou bien ils font le choix de se confédérer. Si cette deuxième voie était retenue, le nouveau regroupement, dont le seul mandat de représentation serait de servir d'interlocuteur auprès de l'UdeM, fournirait des services aux associations membres « tout en leur laissant une autonomie absolue », dit Olivier Charest.

La perception des cotisations des étudiants de maîtrise et de doctorat offrirait au regroupement un budget compris entre 250 000 et 300 000 \$. « De quoi payer le salaire de deux ou trois employés permanents », pense M. Charest. Déplorant l'opacité qui entoure la divulgation des finances de la FAÉCUM, le président de l'AECSSEUM pense que « le budget doit être ouvert à tout le monde ». Il estime en outre que la structure actuelle de la Fédération dissuade les étudiants de cycles supérieurs de se présenter en conseil central.

Également peu présent aux instances de la FAÉCUM, Éric Faussurier, président du regroupement des étudiants à la maîtrise en urbanisme (RÉMU) est peu enthousiasmé par la création d'un tel regroupement. « Il faut trouver quelqu'un de très motivé, à l'interne, pour évaluer un tel projet et convoquer des assemblées générales. Par expérience, je sais que ce sont des démarches très laborieuses et que la légitimité d'une telle opération est facilement discutable. » Toutefois, ajoutet-il, ne pas sièger aux conseils centraux de la FAÉCUM « ne veut pas dire que la Fédération a carte blanche... Mais, malheureusement, les absents ont tort ». Selon lui, le RÉMU est confronté à un double contexte : les études supérieures, ayant un cheminement beaucoup plus individualisé, font en sorte que les étudiants ont moins de temps pour s'impliquer

> dans la vie de campus; et la localisation géographique de la Faculté d'aménagement, qui, étant au sud du boulevard Édouard-Montpetit, est coupée de la vie politique de l'UdeM.

> Pour leur part, les tenants de la politique étudiante de l'Université sur la montagne voient d'un très mauvais œil la création d'un tel regroupement. Au dernier congrès de la FAÉCUM, Francis Hogue. le prochain secrétaire général, a déclaré aux délégués présents qu'il serait « très nuisible pour les associations de cycles supérieurs de vouloir se séparer de la FAÉCUM ». Beaucoup plus critique, son collègue Jocelyn Caron, en charge des affaires externes de la Fédération, a expliqué dans son discours de fin de mandat qu'il y avait là volonté de « nuire à la FAÉCUM ». S'exprimant à titre personnel, M. Caron a estimé que c'était là « l'idée la plus rétrograde qu'[il a] entendue cette année ».

> «Nous ne sommes pas conflictuels, ni agressifs. Nous ne sommes pas contre la FAÉCUM, mais plutôt pour l'intérêt des cycles supérieurs », répond Frédéric Paré. Le secrétaire de l'ACSED ajoute: «La question se pose, il y a un mouvement au sein de l'Université. Il faut aller de l'avant. » Une prochaine réunion est prévue dans quelques semaines, une fois que tous les étudiants auront achevé leur session.





DOSSIER

Budget 2008-2009 de l'Université de Montréal



Par Julie Bouchard Secrétaire générale **FAÉCUM**

Assemblée universitaire rocambolesque et budget reporté

Les séances de l'Assemblée universitaire (AU) de l'Université de Montréal se suivent, mais ne se ressemblent pas. Dans les derniers mois, les étudiants ont fait entendre leur voix singulière à propos de divers sujets, dont les hausses unilatérales de frais afférents, alors qu'on avait tenté de nous bloquer l'accès. La séance du 30 mars a été moins mouvementée, mais non moins chargée politiquement.

Les dossiers traités par cette instance administrative qui réunit les représentants de toute la communauté udemienne revêtaient un caractère crucial. D'abord, les membres de l'AU ont discuté d'une politique de l'information à l'Université. Il n'existe pas de telle politique pour le moment; plusieurs des membres de l'AU, qui estiment que les communications institutionnelles sont trop favorables à l'administration, ont réfléchi en comité sur la pertinence et la nécessité d'adopter une politique de l'information à l'Université de Montréal. Grâce à ce genre d'outils, on pourrait établir des lignes directrices et éviter que les outils de communication de l'UdeM ne reflètent que l'opinion de la direction, entre autres en ce qui a trait à la ligne éditoriale du journal Forum. Ensuite, les états financiers vérifiés de 2006-2007 ont été présentés.

Favoritisme?

Là où le bât blesse, c'est à la présentation du budget pour 2008-2009. L'année financière commence très bientôt, à la session d'été; en discuter presse donc. Cependant, les débats n'ont pu avoir lieu, car l'administration s'y est très mal prise.

C'est que l'administration a remis ce document volumineux et complexe à analyser aux membres de l'AU une fois la séance commencée! Ces derniers étaient frustrés et mécontents, voire insultés, que les membres du conseil de l'Université l'avaient déjà obtenu vendredi dernier! À cet effet, il est important de mentionner que les statuts de l'Université de Montréal prévoient que l'Assemblée universitaire doit être informée du contenu du budget avant que le conseil de l'Université ne l'adopte... Il semble que les processus de l'administration soient un peu biaisés...

Et questions de confiance

Pis encore, l'administration admet avoir bafoué l'entente survenue au terme de la campagne contre les frais technologiques, en mars 2007. Cette entente stipule que les frais technologiques payés par les étudiants qui ne s'en sont pas retirés ne peuvent être dépensés qu'avec l'accord d'un comité conjoint de gestion sur lequel ces derniers sont majoritaires.

Cependant, en réponse à une question de vos représentants étudiants, l'administration a avoué avoir dépensé des sommes importantes sans ¹ Au moment de mettre sous presse, la réunion n'avait pas encore eu lieu.

consulter ni même avertir le comité de gestion! La FAÉCUM juge inacceptable que l'administration de l'Université de Montréal ne respecte pas ses propres ententes avec les membres de la communauté universitaire. Votre Fédération répliquera promptement lors des semaines qui viennent.

À la lumière ces faits, et des décisions financières pour le moins étranges de l'administration cette session, vos représentants étudiants ont jugé sage de reporter ces débats. Ainsi, les membres ont résolus de débattre du budget de l'Université de Montréal le lundi 7 avril afin de bien prendre connaissance des détails du budget 2008-2009 et d'avoir une discussion éclairée sur le sujet1.

Malgré cela, les représentants étudiants se posent de nombreuses questions quant aux intentions et au respect de l'administration à l'égard des étudiants. Plusieurs dossiers sont encore sur la table de négociation, et l'attitude de l'UdeM est pour le moins inquiétante.



L'Université fait fi de la réglementation sur les frais afférents Par Maxime Desmarais-Tremblay

Coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs **FAÉCUM**

Selon toute vraisemblance, le budget de fonctionnement 2008-2009 aura été présenté à l'Assemblée universitaire (AU) du lundi 7 avril, puis le conseil de l'Université l'adoptera avant la fin du mois. Dans ce budget, l'Université maintient sa décision de janvier dernier selon laquelle elle haussera les frais afférents, faisant fi de la réglementation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

Cette récente réglementation impose aux universités une limite annuelle à toute hausse de frais. Pour l'Université de Montréal, la hausse permise par étudiant sera de 25 ou de 50 \$ pour 2008-2009. Or, le budget inclut une hausse de la cotisation que versent les étudiants aux Services aux étudiants (SAE), la faisant passer de 7 à 11 \$ par crédit, soit de 105 à 165 \$ par session pour un étudiant à temps plein. Cela représente 120 \$, par étudiant à temps plein, par année! Cette augmentation illégitime est bien au-delà de la limite permise par le Ministère et engendrerait des revenus additionnels de 2,5 M\$ avec lesquels nous ignorons ce que feront l'UdeM ou les SAE.

Qui plus est, le budget prévoit une hausse substantielle (2 M\$) des revenus de frais de gestion correspondant à une augmentation de 30 \$ par session de la facture étudiante, tel décrété par le conseil exécutif de l'Université, en janvier, avant l'annonce de la réglementation.

Malgré la volonté de l'administration, ces deux hausses risquent fort peu d'être appliquées. La réglementation ministérielle prévoit, en effet, de retenir la subvention de fonctionnement de l'université du montant équivalant aux revenus perçus au-delà des hausses permises – une situation guère envisageable étant donné l'état actuel des finances universitaires. À titre d'exemple, l'Université a dû débourser cette année plus d'un million de dollars en intérêts sur un prêt contracté pendant que le Ministère retenait une partie de sa subvention conditionnelle (46 M\$) parce qu'il jugeait problématique la croissance des dépenses à l'Université de Montréal.

Dans la même veine, sur des dépenses totales de 554,8 M\$, on prévoit au service de la dette (les intérêts à rembourser) de dépenses de 14,5 M\$, en hausse de 11 % par rapport à cette année. À titre comparatif, l'ensemble des bourses aux étudiants coûte 8,3 M\$ à l'Université. Au chapitre des revenus de fonctionnement, l'Université bénéficiera d'une hausse de revenus de fonctionnement de 5,4 % provenant essentiellement d'un réinvestissement fédéral (11,5 M\$), de la hausse des droits de scolarité (5,4 M\$) et de l'augmentation de l'enveloppe allouée par le gouvernement provincial (9,8 M\$).

On comprend mal la décision de l'administration universitaire de refuser d'obtempérer, alors qu'elle disposait de plus de six semaines pour réviser ses prévisions budgétaires. Sans doute s'agit-il d'une stratégie lâche pour faire la démonstration de l'utilité des sommes supplémentaires et faire porter aux étudiants l'odieux des coupes qui s'en suivront inévitablement.

Congrès annuel de la FAÉCUM

LE RELAIS DU POUVOIR

Une centaine de délégués représentant une trentaine d'associations (sur 80) ont élu, le dimanche 30 mars dernier, les officiers qui vont former, à compter du 1^{er} mai, le bureau exécutif de la FAÉCUM pour l'année scolaire 2008-2009. Les neuf élus représenteront les intérêts des quelques 33 000 étudiants de l'Université de Montréal affiliés à la Fédération.

est un bureau exécutif (BE) entièrement masculin que les délégués ont élu le 30 mars dernier. Deux anciens officiers du BE sortant s'y retrouvent, il s'agit de Kevin Bélanger (sciences économiques) et de Francis Hogue (communication et politique). Le premier conserve ses fonctions en tant que coordonnateur aux finances et aux services et le deuxième abandonne son ancien poste aux affaires associatives pour se hisser à la tête du BE en tant que secrétaire général.

Francis Hogue succède donc à Julie Bouchard et dirigera une équipe qui devra se pencher, entre autres, sur le nouveau plan de développement de la FAÉCUM et sur le déficit budgétaire qui mine la Fédération.

À la suite d'une campagne référendaire plutôt morose, où la Fédération a essuyé un refus quant à l'augmentation de ses cotisations étudiantes, les questions budgétaires prennent de l'importance. De plus, les résolutions qui devront être adoptées dans le plan de développement vont se heurter à des enjeux de taille. Par exemple, la FAÉCUM devra hausser le niveau de participation aux différentes instances, surtout pour les filles, grandes absentes du bureau exécutif, ou régler les problèmes de division qui minent le mouvement étudiant.

Le bureau exécutif compte sept nouveaux membres qui devront aussi relever le défi et respecter leurs engagements. Jean-Daniel Daigle (physique), coordonnateur à la vie de campus, devra essayer d'éclaircir le dossier de la facturation des frais d'entretien régulier aux associations par la Direction des immeubles. M. Daigle devra aussi chausser ses patins pour encadrer les mesures prises par la direction et le CEPSUM dans le sport d'excellence (Carabins).

Nicolas Veilleux (études cinématographiques), coordonnateur aux affaires associatives, tentera de pousser les étudiants, particulièrement ceux des cycles supérieurs, à participer aux ins-



Francis Hogue



Walid Romani



Nicolas Descroix



Jonathan Lafontaine



Louis-François Brodeur



Nicolas Veilleux



Kevin Bélanger



Mountagha Sow



Jean-Daniel Daigle

tances et à s'impliquer davantage dans le mouvement étudiant. Au niveau de la recherche universitaire, Walid Romani (littératures de la langue française) fera face au dossier des subventions à la recherche, qui sont en baisse au Canada. De son côté, Mounthaga Sow (sciences économiques), officier responsable des affaires académiques de premier cycle, s'est engagé à suivre les évaluations de programmes que l'Université entamera l'année prochaine. Il espère pouvoir apporter une démarche efficace

pour défendre les intérêts des étudiants dans tous les domaines. De même, Louis-François Brodeur (philosophie), responsable des affaires académiques des cycles supérieurs, a priorisé l'instauration d'un financement intégré et d'un meilleur encadrement des cycles supérieurs, qui sont en voie de perdre leur statut de rédaction.

Aux affaires universitaires, Nicolas Descroix (communication et politique) s'est dit confiant de trouver du financement pour le pavillon étudiant. Il a aussi suggéré de relancer les Services aux étudiants (SAE) en se basant sur le modèle de gestion du CEPSUM. Finalement, Jonathan Lafontaine, coordonnateur aux affaires externes, prévoit s'attaquer au problème de division du mouvement étudiant, tant à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) que dans le discours politique de la FAÉCUM.

(Marc-André LABONTÉ)

PAYER PLUS POUR DES OFFICIERS PLUS ÉDUQUÉS

Les étudiants des cycles supérieurs qui s'impliquent au Bureau exécutif de la FAÉCUM seront désormais mieux payés que les autres officiers.

À titre d'exemple, l'allocation de base d'un officier est de 320 \$ par semaine. Le nouveau règlement prévoit qu'un officier détenant un baccalauréat recevra une augmentation de 20 %, alors qu'un détenteur d'une maîtrise ou d'un doctorat verra son allocation de subsistance augmenter de 40 %.

Le débat a donné lieu à des droits de répliques à n'en plus finir, provoqué des chicanes sur des amendements et soulevé des questions de règlement. (Olivier LANIEL)

WWW.CHOQ.FM La radio Web de l'UQAM

M. QOH)



ongrès annuel de la FAÉCUM

TRANSPARENCE TROUBLÉE

romise par Vincent Ranger lors de sa campagne électorale l'année dernière, entérinée par le conseil d'administration de la FAÉCUM en février, la toute nouvelle Politique d'accès à l'information de la Fédération a été adoptée, non sans débats houleux, lors du congrès annuel de la FAÉCUM.

En présentant la Politique d'accès à l'information, Vincent Ranger dit avoir tenté de faire « un compromis entre les différents objectifs poursuivis par la Fédération », soulignant que la FAÉCUM était à la fois « un acteur politique » et « une organisation démocratique ». Le coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM a piloté ce projet servant à décider qui peut accéder aux différents documents de la Fédération et à protéger les renseignements personnels, comme les listes de membres.

Les discussions ont surtout achoppé autour de la question du huis clos obligatoire pour adopter un budget. L'article 17a de la politique prévoit que « le conseil central ne peut traiter, à moins de siéger à huis clos, de la présentation du budget annuel et du budget révisé ». Pour défendre l'item en question, Vincent Ranger a invoqué « l'aspect stratégique du budget, dont dépend la capacité de la EAÉCUM à faire des campagnes ».

Julien Lafrance-Vanasse, délégué de l'association de biochimie cycles supérieurs, a toutefois souligné que, avant la création du conseil d'administration en 2000, les budgets de la FAÉCUM étaient complètement publics, ajoutant que « le budget ne renferme pas d'informations extrêmement sensibles ». Le délégué de l'association de science politique et études internationales, Guillaume Beauvais, a indiqué que même la FTQ rendait ses états financiers publics sur son site Internet.

Après que l'article 17a eut été adopté à majorité par les délégués (39 pour, 17 contre et 6 abstentions), les délégués de science politique et relations internationales ont qualifié l'adoption de l'article de « scandaleuse » et d' « antidémocratique ». Si les délégués se sont entendus pour adopter les budgets de la FAÉCUM à huis clos, les « membres à titre individuel » auront toutefois accès à un budget aggloméré, « un document [...] qui résume de façon générale le budget annuel de la Fédération [et qui] doit comprendre les produits et les dépenses des grands champs d'activité de la Fédération ».

Le débat sur l'accès au budget (aggloméré ou ventilé) a toutefois dégénéré en attaques personnelles. Guillaume Beauvais s'est lancé dans une longue diatribe contre Vincent Ranger, où il l'a notamment traité de « *menteur* », en s'appuyant sur un procès-verbal d'assemblée générale datant du passage de M. Ranger à l'association étudiante de science politique et d'études internationales.

À l'époque, Vincent Ranger avait appuyé une position voulant que les étudiants aient accès au budget de la FAÉCUM. Selon Beauvais, la politique d'accès à l'information présentée en congrès était en contradiction avec la position que le coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM avait appuyée à l'époque. Un autre délégué de science politique a alors demandé une constatation du quorum. Le quorum de 33 % des associations membres était atteint, avec 27 associations présentes. Le délégué de service social, qui était assis avec les délégués de science politique, a alors quitté la salle, attendant à l'extérieur, alors que les délégués de science politique et études internationales demandaient un recomptage.

Une relecture des règlements généraux a alors rappelé qu'il n'était pas nécessaire de maintenir le quorum tout au long du week-end du congrès et qu'il suffisait que le quorum soit constaté à l'ouverture. Les délégués de science politique s'étonnèrent de l'appui de la FAÉCUM à un quorum moral, généralement très critiqué par les fédérations. Ils ont demandé une levée de l'assemblée, qui a été refusée par une majorité de délégués, et le Congrès se poursuivit.

(Maude L'ARCHEVÊQUE)



FAIBLE PARTICIPATION

e dernier congrès annuel de la FAÉCUM n'a pas attiré les foules. En fait, parmi les délégués des associations étudiantes présentes, ceux qui ont monopolisé les débats étaient également les plus impliqués du mouvement étudiant

La faible participation des délégués le vendredi et samedi, à peine une quarantaine sur 294 admissibles, n'a pas inquiété pour autant les organisateurs. Le samedi matin, la révision des règlements généraux de la FAÉCUM s'est faite devant à peine 30 délégués, aux visages bien fatigués. Néanmoins, la foule a été plus nombreuse le dimanche au moment de l'élection des nouveaux officiers. L'actuelle secrétaire générale, Julie Bouchard, a expliqué à *Quartier Libre* qu'il y a quatre ans, à peine 22 délégués s'étaient déplacés pour le congrès.

De son côté, le futur secrétaire général de la Fédération, Francis Hogue, justifie la faible participation en disant que: « C'est normal, parce que les gens ont le luxe de cibler les moments importants pour leur association étudiante. Il y a un roulement dans la salle. »

Malgré tout, les quelques participants présents semblaient pour le moins ravis de débattre toute une fin de semaine, de 9 h le matin à tard le soir, d'enjeux touchant les étudiants. Un des délégués interrogés, Laurent Béland, affirme que le long débat de trois heures portant sur les allocations de subsistance était très utile: « Ce n'est pas de petits montants qui ont été débattus, on parle quand même de quelques dizaines de milliers de dollars. »

Quant à Joanne Landry, déléguée de biochimie, elle trouve dommage que plusieurs associations ne se soient pas déplacées et n'aient donc pas été représentées. Une question de date avance-t-elle, mentionnant que la fin de session approche.

(Olivier LANIEL)

LES ÉTUDIANTS EN MARGE DE CISM

assemblée générale de CISM a eu lieu le vendredi 28 mars, dans le cadre du congrès de la FAÉCUM. Moins d'une cinquantaine d'étudiants, surtout des délégués d'associations étudiantes présents pour le congrès de la Fédération, ont discuté d'états financiers, de budget et de règlements généraux, mais aussi de l'implication des étudiants dans leur radio.

Si une poignée d'animateurs du 89,3 FM s'était déplacée, la vaste majorité des étudiants présents était des délégués d'associations étudiantes. Cela est peu surprenant: l'AG se tenait pendant le congrès de la FAÉCUM.

L'absence d'un grand nombre d'« étudiants moyens » peut aussi s'expliquer par le mode de diffusion de l'avis de convocation. Cet avis a été envoyé par Jules Hébert, le directeur général de la station, à Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM, qui l'a ensuite fait parvenir aux associations étudiantes avec d'autres documents relatifs au congrès de la Fédération. « Ils chialent contre la FAÉCUM, mais ils passent par la FAÉCUM pour diffuser l'information », déplore Oliver Vinette, membre du conseil d'administration de CISM et animateur de l'émission L'Alter ego.

Contrairement au congrès de la FAÉCUM, où les étudiants sont représentés par leurs associations départementales, tous les étudiants étaient invités à participer à l'assemblée générale de CISM.

PROVENANCE DES ANIMATEURS

La sempiternelle question du nombre d'animateurs de CISM qui étudient à l'UdeM est revenue sur le tapis encore une fois cette année. Jocelyn Caron, coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM, a suggéré que des objectifs chiffrés soient établis à ce sujet, avançant que le refus de la demande de hausse de cotisation de CISM demandée lors du référendum était liée au peu d'animateurs étudiant à l'Université de Montréal.

D'autres délégués étudiants, comme Pascal Lamblin d'informatique et recherche opérationnelle cycles supérieurs, ont plutôt suggéré une discrimination positive pour les étudiants de l'UdeM qui souhaitent animer à la radio étudiante, une proposition qui a été décriée par Jules Hébert. «Je ne suis pas sûr qu'on va aller chercher le même auditoire avec de la discrimination positive ou des quotas », ajoutant qu'une plus grande représentation des étudiants de l'UdeM pourrait entraîner une baisse d'auditoire. « Il faut un gage de qualité », a souligné le directeur général de la station.

Enfin, Sylvain Dubé, un ancien officier de la FAÉCUM, a demandé à CISM de préparer une stratégie visant à augmenter le nombre d'animateurs étudiants, qui serait présentée à la prochaine AG qui devrait se tenir en septembre, afin de discuter de la Politique de ressources humaines et du budget de la station.

(Maude L'ARCHEVÊQUE)



Jules Hébert, directeur général de CISM, et Martin Roussy, directeur musical.

Bonne santé

Les finances de la radio étudiante semblent aller rondement. Les états financiers de 2007 adoptés lors de l'assemblée générale montrent que CISM a terminé l'année fiscale avec un excédent de $4\,355\,\$$. Selon Jules Hébert, directeur général, le présent exercice financier devrait se terminer avec un bénéfice de $5\,000\,\$$ à $10\,000\,\$$. Plusieurs délégués se sont interrogés sur l'augmentation importante des dépenses relatives aux ressources humaines. Entre 2006 et 2007, les salaires et charges sociales relatives à l'administration sont passés de $40\,600\,\$$ à $82\,116\,\$$ et ceux relatifs à la programmation sont passés de $89\,798\,\$$ à $96\,720\,\$$. Les salaires et charges sociales relatifs à la technique ont cependant diminué, passant de $29\,674\,\$$ à $28\,011\,\$$.

ENTREVUE avec Francis Hogue Nouveau secrétaire général de la FAÉCUM

Quartier Libre: Le congrès annuel de la FAÉCUM s'est tenu du 28 au 30 mars, quelles en sont vos impressions?

Francis Hogue : Globalement, je suis satisfait du congrès. On a terminé les dernières applications du plan de développement par l'adoption de la Politique de l'accès à l'information. Cela s'est aussi bien déroulé dans les temps, les gens avaient lu les documents et on a adopté une politique pour favoriser l'implication

des étudiants des cycles supérieurs au bureau exécutif. Enfin, les élections et les discours se sont bien déroulés.

Q. L.: Comment conciliez-vous vos études avec votre engagement dans le mouvement étudiant?

F. H.: Je voulais réorienter mes études pour m'inscrire à la Faculté de droit de l'Université et j'ai été accepté cette année. Tout de suite après mon mandat à la FAÉCUM, j'entreprendrai ce nouveau baccalauréat et je ferai le barreau. Après, c'est important pour moi de faire une maîtrise.

Q. L.: Sachant qu'il n'y aura pas de femmes sur le bureau exécutif (BE)

de la FAÉCUM cette année, que pensez-vous du ratio garçons-filles au sein de la Fédération?

E. H.: C'est problématique qu'il n'y ait pas plus de filles qui s'impliquent. Quoi qu'au sein des associations étudiantes, il y en a beaucoup même s'il y a une majorité de gars. La problématique demeure au sujet de la représentativité alors qu'il y a 62% de filles à l'Université. Un problème que j'aimerais vraiment aborder dans le cadre du prochain plan de développement afin de trouver des solutions pour encourager les filles à s'impliquer jusqu'au BE. C'est quelque chose qui me touche beaucoup.

Q. L.: Envisagez-vous d'imposer un quota?

E. H.: Non, un quota amène d'autres problèmes. On en a discuté au dernier camp d'orientation et les représentantes féminines ont dit que la charge de travail a souvent l'air grande, ça semble être un monde de gars... C'est cette perception qu'il faut tenter de changer. Il faut trouver des nouvelles façons d'aborder la FAÉCUM qui intéresse plus le public féminin.

Q. L.: Jocelyn Caron, coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM sortant, a dit, dans son discours de fin de mandat, que l'échec du mouvement étudiant de l'an dernier était attribuable à la grève votée par quelques associations. Qu'en pensez-vous?

F. H.: Il y a plusieurs causes pour lesquelles on est encore pris à la fin de l'année avec le dégel des frais de scolarité. L'impact de la grève ratée, entre autres à l'UQAM, a donné l'impression dans l'opinion publique qu'on cautionnait le dégel, ce qui était complètement faux. C'est le problème de toujours faire des grèves comme premier moyen de pression. La grève doit être utilisée en dernier recours.

Q. L.: Pensez-vous que les étudiants saisissent bien les messages de la FAÉCUM?

F. H.: En général, les étudiants comprennent bien les messages. Entre autres, on n'hésite jamais à se présenter dans les assemblées générales pour expliquer ce qui se passe, on est toujours présent pour informer le monde. L'une des choses qui me fait croire que les gens ont bien compris, c'est que les étudiants se sont positionnés pour avoir la facture la plus basse possible. Qu'on a réussi à obtenir à 90 % grâce au règlement sur l'encadrement des frais afférents proposé par la ministre de l'Éducation.

Q. L.: Quels sont vos principaux objectifs pour votre mandat?

F. H.: La consultation nationale sur le financement des universités, la bonne gestion des services aux étudiants (SAE) et le plan de développement de la FAÉCUM pour les affaires fédératives. Évidemment, s'il y a des élections, tant au provincial qu'au fédéral, c'est certain que cela va prendre une place importante. **(Propos recueillis par Olivier LANIEL)**

LA FIN DU COMBAT

près s'être impliquée pendant cinq ans dans le mouvement étudiant, notamment comme présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la secrétaire générale de la FAÉCUM tire aujourd'hui sa révérence.

Pour la seule femme membre du Bureau exécutif de la Fédération des



Francis Hogue succèdera le 1^{er} mai à Julie Bouchard à la tête de la FAÉCUM.

associations étudiantes de l'UdeM, l'année 2007-2008 a constitué un mandat chargé. Avec une première campagne référendaire en sept ans à la FAÉCUM, l'échec du mouvement de mobilisation contre le dégel des frais de scolarité et le travail mené de front avec la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, pour régler la question de la hausse des frais afférents, la secrétaire générale en a eu plein les bras.

La consultation référendaire n'a pas été de tout repos, d'autant qu'une des propositions principales du référendum, augmenter les cotisations étudiantes à la Fédération, a essuyé un refus lors du vote. Questionnée sur la réussite mitigée de ce référendum, M^{me} Bouchard répond que « *même si* certaines propositions ont été rabrouées, le simple fait d'avoir tenu un référendum, le premier en sept ans, sans aucun repère sur le processus à suivre, est un gain en soi ». Des 33 000 étudiants représentés par la FAÉCUM, environ 6 900 ont participé à la consultation. Selon elle, « avoir incité 21 % des membres de la Fédération à participer est satisfaisant, ça a donné une bonne visibilité à la FAÉCUM ».

Du côté de la campagne de mobilisation contre le dégel des frais de scolarité, Julie Bouchard admet l'échec complet du mouvement. « Il y a eu trop de chicanes au sein du mouvement étudiant. On a exposé nos divisions au gouvernement, on a dévoilé nos faiblesses et notre manque d'unité. » Quand on lui demande si la FAÉCUM, un joueur important dans le mouvement étudiant, a tenté de réconcilier les parties pour unir le mouvement étudiant, la SG sortante répond : «Je n'ai jamais rien entrepris contre une autre association, Je n'ai jamais travaillé contre les grévistes. La division a empêché le dialogue entre les parties. »

Au niveau des réalisations et des projets en chantier, Julie Bouchard est optimiste. «La cause des cycles supérieurs est importante. Aussi, nous avons travaillé à l'implantation de la U-pass, un rabais universitaire sur le transport en commun pour les 25 ans et plus, qui devrait être disponible en décembre prochain. » Elle explique aussi qu'un programme d'évaluation de l'enseignement aux cycles supérieurs et qu'un règlement sur les cotisations aux Services aux étudiants (SAE) des étudiants en rédaction doit avoir lieu au cours du prochain mandat de la FAÉCUM. « Je m'inquiète pour les étudiants en rédaction. L'Université de Montréal s'inspire des autres universités canadiennes et plusieurs de ces établissements ont retiré le statut de rédaction à leurs étudiants. »

En fait, selon elle, l'avenir des étudiants québécois est plutôt sombre: «Les partis politiques ne font rien pour les jeunes, les baby-boomers des lucides non plus. La plateforme sur la stratégie jeunesse des libéraux de Jean Charest tourne autour de 35 millions de dollars sur trois ans, c'est ridicule. » Pour la secrétaire générale sortante, la FAÉCUM doit jouer un rôle de premier plan pour défendre les intérêts des étudiants. «J'ai confiance que le prochain bureau exécutif, mené par Francis Hogue, pourra clarifier ce rôle, malgré l'absence d'une présence féminine, mais ça, ajoute Julie Bouchard, c'est un problème que la relève règlera.»

(Marc-André LABONTÉ)



Contrat d'exclusivité Pepsi

L'ARGENT DES **BULLES**

Les membres de l'association étudiante d'histoire de 2^e et de 3° cycles sont mécontents. En décembre, ils se sont vus refuser un acti-fonds, ces subventions aux projets étudiants accordées par Pepsi, par l'entremise de la FAÉCUM. « Les services de la FAÉCUM ne sont pas "par définition" disponibles à tous les étudiants membres de la FAÉCUM », leur a répondu la Fédération.

Ariane PARAYRE

est Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires à la FAÉCUM, qui a expliqué cette décision dans un courriel dont *Quartier Libre* a obtenu copie. En faisant référence aux services de la FAÉCUM, il poursuit : « Certains sont disponibles aux étudiants membres, d'autres aux associations membres. Le programme d'acti-fonds est du deuxième type. » L'Association des étudiants d'histoire des cycles supérieurs (l'AEDDHUM) n'est plus membre de la Fédération depuis sa désaffiliation en novembre 2005, suite à un désaccord à propos de la gestion de la grève relative aux prêts et bourses.

Véronique Church, présidente de l'AEDDHUM, s'interroge sur la légalité d'une telle mesure, puisque, remarquet-elle, les étudiants qu'elle représente paient tous une cotisation à la FAÉCUM. En effet, la Formule Rand, une loi syndicale canadienne, les y oblige. Elle remarque en outre que des subventions provenant de l'acti-fonds leur ont été accordées par le passé, dont une en 2006.

Le vendredi 29 mars, au premier jour du congrès annuel de la FAÉCUM, Olivier Charest, délégué de l'Association d'économie des cycles supérieurs, a proposé que les associations non membres de la FAÉCUM puissent avoir droit, et de manière rétroactive, à l'actifonds. Cette motion a été rejetée après un vote, 12 voix pour, 38 voix contre.

MATIÈRE À CONFUSION

Les sommes de l'acti-fonds proviennent du budget d'un programme promotionnel plus vaste, totalisant 233 800 \$ annuellement. Selon Kevin Bélanger,

coordonnateur aux finances et services à la FAÉCUM, il resterait entre 50 000 \$ et 100 000 \$ dans le fonds destiné aux activités de promotion. « Je n'ai aucune idée exacte des montants qu'il reste. Il va falloir attendre le rapport annuel remis par Pepsi au mois de juin », dit-il. M. Bélanger déplore le faible nombre de rapports écrits laissés par ses prédécesseurs pour expliquer son manque de connaissance du dossier.

Denis Sylvain, secrétaire général de l'AGEEFEP (l'Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté de l'éducation permanente) déplore que « Pepsi ait changé ses programmes promotionnels depuis le début du contrat, lorsqu'ils n'apportaient pas de résultats significatifs ». Il devra lui aussi attendre le rapport annuel de Pepsi pour connaître le montant des sommes qui restent à distribuer.

« Très peu d'argent » n'a pas été dépensé assure cependant Suzanne Aubry-Lasry, directrice des ventes de Pepsi au Québec, sans toutefois livrer les chiffres précis. Chose certaine, selon elle, il n'en resterait plus assez pour organiser de nouvelles activités publicitaires. Pous sa part, Kevin Bélanger conclut: « *Nous tenterons d'obtenir*, sous diverses formes, les sommes du programme promotionnel qui n'ont pas encore été versées lors de la réunion de juin avec Pepsi ».

Dans son édition du 12 mars dernier, Quartier Libre rapportait que l'entente

d'exclusivité entre Pepsi, la FAÉCUM, l'AGEEFEP et l'administration de l'Université se poursuivra pendant trois ans à partir de 2009. Cependant, l'entreprise n'aura plus rien à débourser en échange de son droit exclusif de distribution.

5002 QUEEN MARY 514.343.0.343 **POUR 10% SUR \$ 50 ET PLUS SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS** LIVRAISON GRATUITE

Page 10 QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 15 • 9 avril 2008

La fréquentation du ciné-campus à la hausse pour la saison 2007-2008

ÉTUDIANTS CINÉPHILES

Avec 24 films au programme répartis entre les sessions d'automne et d'hiver. Ciné-campus s'affirme comme un acteur cinématographique majeur de la vie étudiante de l'UdeM. **Quartier Libre** fait le point avec Chloée Ferland, chargée de la programmation du Ciné-campus.

Benjamin LÉON

vec près de 5055 spectateurs cette année, le Ciné-campus s'offre une progression de 14,1% de fréquentation par rapport à l'année dernière. Il semble que le dynamisme (commentaire) insufflé par Chloée Ferland et toute l'équipe de Ciné-campus porte ses fruits : ouverture de la saison sur écran géant gonflable sur la place Laurentienne (en partenariat avec la semaine de rentrée de la FAÉCUM), partenariat avec les associations étudiantes lors des différentes semaines thématiques et envois réguliers de courriels pour informer le spectateur.

Autant d'idées qui ont permis à Cinécampus de s'imposer comme la vitrine du cinéma à l'Université de Montréal. « Le plus important est de garder l'idée d'accessibilité à tous en proposant les tarifs les plus bas

qu'il nous est possible de proposer », dit Chloée Ferland. Avec un prix étudiant qui s'élève à 3,99 \$ contre environ 8 \$ pour le prix moyen d'une entrée payante au Québec, le tarif reste plus que concurrentiel. Ce coût est rendu possible par des économies d'échelle (un seul projectionniste) et par la diffusion en différé des films sortis récemment en salle : « Contrairement à une vraie sortie au cinéma qui voit le distributeur cotiser pour la mise en marché du film (affiches promotionnelles, diffusions de spots télévisuels), Ciné-campus est déchargé de cette investissement financier puisque le film est présenté plusieurs semaines après sa sortie en salles », rapporte Chloée Ferland.

UN PETIT TOUR D'HORIZON DE LA SAISON 2007/2008

Selon elle, il s'agit d'avoir une vision multiculturelle, qu'elle définit selon

l'expression « cinéma d'ici et cinéma d'ailleurs ». Pour établir sa programmation, M^{me} Ferland inscrit son regard dans une double perspective: « J'établis une liste des films qui fonctionnent bien en salle de même que les films qui sont programmés en festival », rapporte t-elle. Cette année, les spectateurs ont ainsi pu apprécier des films au fort potentiel commercial, comme Ensemble c'est tout de Claude Berri avec Audrey Tautou ou Michou d'Auber de Thomas Gilou avec Gérard Depardieu. Mais des films plus intimistes, comme Le Direktor de Lars Von trier ou Continental, Un film sans fusil de Stéphane Lafleur, trouvent aussi leur place parmi la programmation.

On notera un effort mis sur la diffusion de films d'animation, moins présents les années précédentes, comme Paprika de Satoshi Kon ou Persépolis de Marjane Satrapi, qui clôt la saison annuelle. Une initiative payante puisque le film de Marjane Satrapi a réalisé le meilleur taux de remplissage durant ces projections.

Pour maintenir une certaine exigence dans la programmation, Chloée Ferland note que « plus il y aura de spectateurs au Ciné-campus plus nous aurons la chance d'avoir de bons films ». L'assurance de garder un certain niveau de spectateurs permet aux distributeurs de lâcher une copie de leurs films plus facilement pour rentrer dans leurs frais. Chloée Ferland note à propos des spectateurs que s'ils sont essentiellement composés d'étudiants, ils n'en reste pas moins que des gens du quartier extérieur à l'Université s'inscrivent dans le panorama des cinéphiles.



Tête chercheuse: Luc Courchesne

DESIGN-MOI UN MOUTON

Cofondateur de la Société des arts technologiques (SAT), Luc Courchesne est aussi directeur de l'École de design industriel de l'Université de Montréal. Spécialisé dans les problématiques du design expérientiel, il témoigne de l'humanisation de cette discipline.

Charlotte HORNY

Quartier Libre : Pouvez-vous présenter le design industriel ?

Luc Courchesne: Le design, premièrement, c'est un regard porté sur le monde avec l'idée que toute chose autour de nous a été imaginée, fabriquée. Le designer s'intéresse avant tout à la forme des objets et intervient à toutes les échelles, de la petite cuillère à la ville. En design industriel, on étudie surtout la manière avec laquelle les humains interagissent avec leur environnement. On étudie alors le mobilier, les moyens de transport. Mais aujourd'hui, l'objet se complexifie de plus en plus, notamment par les composantes électroniques: le designer ne s'intéresse plus seulement à la forme, mais aussi aux scénarios d'interaction que l'humain peut avoir avec ces objets intelligents que sont les ordinateurs ou les téléphones. Le designer est obsédé par le facteur humain : il étudie l'ergonomie - comment rendre une chaise confortable –, ou encore la cognition – comment organiser les informations dans un cellulaire? Il y a aussi une nouvelle approche en design où l'on se place



Luc Courchesne

en amont, en étudiant des problèmes de société que le design pourrait contribuer à résoudre. Le problème de l'obésité chez les jeunes, par exemple, peut conduire les designers à penser une machine distributrice de fruits.

Q. L. : Dans quelles structures travaille un designer industriel?

L. C.: Quatre types de marchés s'offrent à lui. Tout d'abord, il peut intégrer des entreprises au sein d'un bureau de design interne. Il développera les nouveaux produits, en colla-

boration avec les ingénieurs et les commerciaux. Des compagnies comme Bombardier ont leur propre bureau de design. Ensuite, il y a les designers-entrepreneurs, qui montent une entreprise pour mettre en œuvre leurs idées de création. La recherche est aussi un domaine grandissant en design industriel, au fur et à mesure que les problématiques se complexifient. Enfin, il existe des agences de consultation, qui sont généralement multidisciplinaires (designersindustriels, psychologues, architectes, etc.). Elles offrent leur expertise à des clients aussi divers que des manufacturiers, des municipalités, des groupes sociaux ou le gouvernement.

Q. L. : Quels types de commandes peut faire le gouvernement en matière de design industriel ?

L. C.: Dans le système de santé par exemple, il y a un énorme potentiel en design. Les outils évoluent sans cesse: les praticiens ont des idées pour de nouveaux outils qu'il faut ensuite « redesigner » pour les rendre utilisables. On peut aussi avoir des commandes pour la signalisation routière ou le mobilier urbain. La Ville de Montréal vient de lancer un concours

pour un service de vélo en libre-service et le bureau de design industriel Michel Dallaire a été engagé pour réaliser le projet. Les bacs de recyclage ont également fait l'objet d'une commande à un bureau de design.

Q. L. : Quels sont les domaines de recherche en design industriel ?

L. C.: À l'École de design industriel, nous avons plusieurs axes de recherche. Le design durable analyse les cycles de vie d'un produit. À partir d'une matière première, on confère à un objet une valeur d'usage qui peut changer au cours de son cycle de vie et quand il n'en a plus, il faut pouvoir le recycler. Puis, il y a le design lié aux technologies de

l'information et de la communication, qui concerne les objets intelligents comme les ordinateurs, les bornes interactives et tous les objets que l'on peut programmer. Le design d'expérience fait partie de cet axe. C'est-àdire qu'on part de l'expérience de l'humain pour y asservir l'objet. Pour concevoir une chaise, on ne pense pas d'abord à l'objet mais à l'expérience de se reposer. Cette approche contemporaine marque une rupture avec la vision fonctionnaliste d'une part et l'approche esthétique d'autre part, en intégrant plus de sciences humaines.

Q. L. : Le design industriel est considéré comme une science appliquée, mais est-ce aussi une forme de création artistique ?

L. C.: La frontière entre les deux est très intéressante. Le design se situe entre la liberté de création des artistes et l'exigence et la contrainte qui encadre les ingénieurs. Beaucoup de nos étudiants viennent de programmes en génie et sont à la recherche de plus de créativité. A l'opposé, les étudiants qui viennent de programmes en art ont besoin d'un encadrement pragmatique.

Soccer

CHAMPIONS!

Après avoir terminé en tête du championnat de la saison régulière, les Carabins ont remporté la finale provinciale de soccer intérieur, le dimanche 30 mars, face aux Citadins de l'UQAM.

Charlotte HORNY

Alphonse-Desjardins de Trois-Rivières que les Carabins jouaient leur quatrième finale provinciale. La première période s'est déroulée tranquillement, sans éclats. « Les gars n'ont pas spécialement bien joué, analyse l'entraîneur-chef, Pat Raimondo, mais assez pour être dans le match. » Elle fut tout de même ponctuée d'un but, par une tête du milieu de terrain Guillaume Couturier (administration), à partir d'une touche de Peter Thierry Eustache (arts et sciences).

En début de deuxième période, les Carabins subissent un coup dur : à la soixantième minute, l'arrière-centre Augustin Nechad (administration) écope d'un carton rouge. Ramenée à 10 contre 11, l'équipe de l'UdeM doit alors mettre les bouchées doubles pour terminer le match en beauté. Et c'est ce qu'ils feront, avec un doublé de l'attaquant Pascal Aoun (pharmacie). Les Citadins de l'UQAM ne parviendront pas à remonter le score et les Carabins signent une belle victoire de 3 à 0.

Cette victoire vient clore une saison réussie pour la nouvelle équipe,

rajeunie, des Carabins. En effet, neuf joueurs des saisons précédentes n'ont pas renouvelé pour la saison d'hiver, pour cause de blessures ou de fin d'études. « C'était le moment pour faire confiance aux jeunes », explique Pat Raimondo. La transition s'est très bien faite et l'équipe n'a connu aucune période de flottement, puisqu'elle a terminé première de la saison régulière. L'entraîneur des Carabins attribue ce succès aussi bien aux jeunes joueurs, qui ont « su répondre aux attentes », qu'aux vétérans, qui ont fait preuve d'« un haut niveau de maturité et de discipline ».

Le soccer intérieur universitaire a connu une nouveauté cette saison. La ligue provinciale de soccer intérieur universitaire de la Fédération québécoise du sport étudiant a fixé le nombre de joueurs par équipe à 11 – le même nombre qu'au soccer extérieur – alors qu'il était de 7 depuis la création de la ligue, en 1999, comme partout en Amérique du Nord. Ce nombre réduit, adapté aux infrastructures intérieures disponibles, rendait le sport moins motivant pour les joueurs, pour qui la saison hivernale avait moins d'enjeu que les autres, raconte Pat Raimondo.



SOCIÉTÉ

SANS-LOGIS POLITIQUES

Avec l'essor de l'ADQ, de Québec solidaire et des Verts, la table politique québécoise s'est agrandie aux côtés des libéraux et des péquistes. Cependant, une partie de la population ne trouve pas le buffet à son goût : les fédéralistes de gauche. Éclairage d'un vide politique.

Rachelle Mc DUFF

uand on jette un coup d'œil sur le paysage politique et partisan du Québec, on trouve peu de forces politique de gauche fédéralistes ». Rédigé sur le forum du site immigrer.com destiné aux candidats à l'immigration au Québec et au Canada, ce constat s'impose particulièrement lorsqu'un fédéraliste dit « de gauche » se retrouve devant son bulletin de

vote lors d'élections provinciales québécoises. « *Traditionnellement, au Québec, la clientèle de gauche est souverainiste* », note Robert Bernier, professeur en marketing politique et social à l'École nationale d'administration publique (ENAP) de Montréal. Cette tendance, Pascale Dufour, professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal, l'explique par le fait que le Parti québécois (PQ) soit né de la proposition simultanée d'une articulation

du projet social et national. «Au début, [le PQ] a décidé que l'indépendance ne pouvait se penser qu'avec un projet social fort. On ne pouvait vendre le projet indépendantiste sans vendre le projet social », soutient-elle.

LA FIN DE L'OPPOSITION FÉDÉRALISME/ SOUVERAINISME?

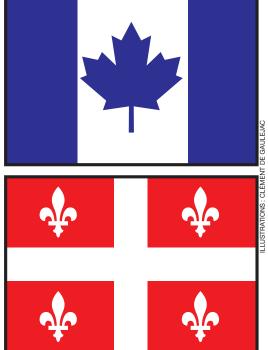
«Depuis 40 ans, au Québec, on est prisonnier d'un système: être ou ne pas être un pays, se plaint Thomas Mulcair, député fédéral du Nouveau Parti démocratique (NPD) dans Outremont et ancien ministre libéral au Québec. Quand on est fédéraliste, on vote libéral et quand on est souverainiste on vote PQ. »

Mais l'arrivée de l'ADQ en tant qu'opposition officielle à l'Assemblée nationale en mars 2006 a insufflé une nouvelle dynamique dans la politique québécoise, traditionnellement bipartite. « [La montée] de l'ADQ participe à ce désir de changement dans la population qui en a assez du paradigme constitutionnel qui domine tout. Les gens veulent aussi aller vers une vision sociale et économique de la société », pense M. Mulcair.

M. Bernier, lui, affirme qu'un changement s'opère dans la gauche québécoise, plus précisément dans le PQ, mais que celle-ci privilégie un interventionnisme de l'État de plus en plus centriste, visant une économie privée et dynamique et étant très collectiviste en termes de redistribution dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Les transformations dans le paysage politique québécois s'observent aussi dans le détachement de la gauche de la question nationale. Dernièrement, le

Le site d'élections Québec répertorie 16 partis politiques provinciaux. Parmi eux, aucun ne se définit clairement comme fédéraliste et de gauche simultanément.



PQ a mis en veilleuse la tenue d'un référendum suite à une élection au pouvoir, et Québec solidaire (QS) a décidé de poser la question sociale avant la question nationale. « QS se dit nationaliste, mais pas comme objectif ultime. La souveraineté est un moyen pour atteindre la socialdémocratie. La finalité est le "bien commun" et différents outils se présentent pour l'atteindre. L'indépendance est une option, mais elle n'est pas nécessaire. Cette pensée est bistoriquement nouvelle au *Québec* », affirme M^{me} Dufour, dont l'un des champs d'intérêt est l'émergence de nouveaux partis politiques de gauche au Québec. Elle rajoute que de catégoriser précisément un parti selon sa position sur l'axe gauchedroite est « un raccourci dangereux ». Pour elle, il n'y a pas « une gauche », mais bien « des gauches ».

FÉDÉRALISTES DE GAUCHE CHERCHENT PARTI POUR PROCHAINES ÉLECTIONS

Quels choix politiques s'offrent à un citoyen qui priorise les valeurs sociales, mais qui ne souhaite pas l'indépendance du Québec? « L'art de trouver un logement quand on est de gauche [au Québec lors d'élections provinciales] n'est pas facile! », ironise Thomas Mulcair.

Le site d'élections Québec répertorie 16 partis politiques provinciaux. Parmi eux, aucun ne se définit clairement comme fédéraliste et de gauche simultanément. Aussi, les plus petits partis ne présentent pas de candidats dans toutes les circonscriptions du Québec ce qui réduit les choix potentiels. De plus, l'on remarque que ces petits partis ne se confinent pas à favoriser la gauche ou la droite ni le fédéralisme ou l'indépendantisme, mais ciblent plutôt une problématique spécifique. Par exemple, le Bloc pot se concentre sur la légalisation du cannabis, le Parti égalité prône l'égalité entre le français et l'anglais au Québec et Affiliation Québec mise sur la poursuite active des intérêts et des droits « des Canadiens loyaux babitant au Québec ».

Est-ce que le PQ pourrait attirer un nouvel électorat maintenant que la question référendaire a été temporairement écartée ? « Peut-être, mais ça ne va pas suffire, avance M^{me} Dufour. Il

va falloir que [le PQ] ait un projet de société, une place aux immigrants clairement discutée [pour attirer plus de monde].»

Selon la professeure de science politique, le Parti vert pourrait être une option intéressante pour un fédéraliste de gauche qui ne « supporte pas le côté trop altermondialiste de QS», mais pour qui l'environnement et d'autres valeurs sociales sont importantes. Elle poursuit en blaguant: «Militer au PLQ pour le rendre plus social-démocrate pourrait être une option!» Pour certains, le Parti libéral serait perçu comme un refuge pour tout citoyen ne souhaitant pas la souveraineté de la province. Selon Pascal Dufour, ce parti, qui n'est pas aussi à droite que l'ADQ, « est le premier [parti] depuis longtemps à proposer quelque chose de concret pour les immigrants ».

à quand un NPD québécois? Pascal Dufour explique que, en 1985, le NPDQ a demandé et obtenu sa reconnaissance officielle en tant que parti politique au Québec - avant cela, ce n'était qu'une section du NPD actif au fédéral. « Cependant, c'est un parti qui prône l'indépendance du Québec et il deviendra [par la suite] le Parti de la démocratie socialiste. Donc, il n'y a pas eu de tentatives [de parti fédéraliste de gauche] qui ont fonctionné », précise-t-elle. Thomas Mulcair, le seul représentant du NPD sur le sol québécois répond : « Pour l'instant, il n'est pas question d'avoir un NPD au niveau provincial au Québec. Mais il ne faut jamais dire



Page 12 QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 15 • 9 avril 2008

MONDE

« Tiers-mondisation » des Casques bleus de l'ONU

LE SUD EN PREMIÈRE LIGNE

Le nombre de Casques bleus occidentaux est en chute libre. À eux seuls, sept pays en voie de développement fournissent plus de la moitié des troupes actives au sein des opérations de maintien de la paix des Nations unies. Les pays du Nord ont fait le choix de laisser plus de place aux pays du Sud... quitte à en payer le prix.

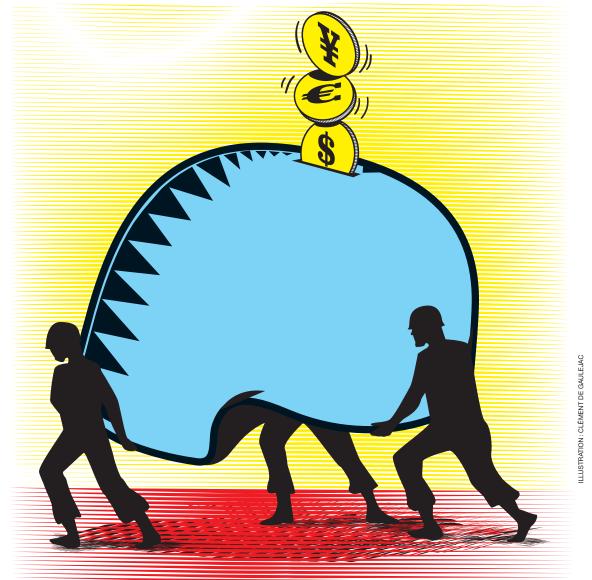
Dominique LEMIEUX

epuis une dizaine d'années, la baisse de la participation des pays industrialisés est contrebalancée par un accroissement du nombre de militaires issus de pays en voie de développement. Avec 10 622 Casques bleus, le Pakistan est en tête du classement des pays contributeurs. Suivent le Bangladesh (9455), l'Inde (9379) et le Nigéria (5774). Le premier pays occidental, l'Italie, n'arrive qu'au neuvième rang du classement avec 2916 membres. L'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-unis se retrouvent au milieu du classement avec une contribution qui oscille entre 300 et 500 soldats, policiers et observateurs militaires.

Le nombre de Casques bleus est pourtant passé de 11 000 en 1990 à plus de 90 000 aujourd'hui. « Les missions de maintien de la paix se sont multipliées et sont devenues de plus en plus ambitieuses », explique Marc-André Boivin, directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix de l'UdeM. En 2008, 20 opérations de maintien de la paix ont lieu dans le monde, principalement en Afrique, Asie et Moyen-Orient.

La crise de croissance a occasionné ce que M. Boivin appelle « les trois *désastres* », soit la débâcle en Somalie (1993), l'inaction lors du génocide rwandais (1994) et le massacre de Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine (1995). Selon lui, « ces trois événements ont provoqué une perte de confiance des Occidentaux envers les Casques bleus ». Le désir de collaborer aux missions de l'ONU a chuté. Les pays industrialisés ont alors décidé de se concentrer sur des organisations plus ou moins régionales, telle l'OTAN, mais ont continué à financer les missions. De leur côté, les pays plus pauvres se sont chargés de fournir les troupes. « Ce modèle s'opère depuis quelque temps », souligne M. Boivin. La participation financière permet aux pays occidentaux, en s'associant aux idéologies onusiennes, de satisfaire l'opinion publique.

L'article 43 de la Charte des Nations unies traite de la nécessité pour les États membres de « mettre à la disposition du Conseil de sécurité [...] les forces armées, l'assistance et les facilités [...] nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales. »



Malgré tout, le nombre de missions de maintien de la paix est demeuré élevé et par là même, les besoins en Casques bleus. La participation de pays plus pauvres est devenue incontournable.

CE QU'Y GAGNENT LES PAYS DU SUD

En échange de leurs services, les pays qui contribuent reçoivent un dédommagement financier: « Pour chaque soldat envoyé, un pays obtient une prime mensuelle [1028 dollars américains] et cette dernière est constante », dit M. Boivin. L'ONU le déclare officiellement sur son site Internet: « Les pays qui fournissent des contingents et des unités de police constitués sont remboursés par l'ONU [...] pour les uniformes et l'équipement, y compris les armes personnelles. » Des dollars américains très rentables pour des États dont la devise vaut parfois cinq fois moins

Yvan Conoir, chercheur associé à l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, admet que « pour de nom-

breux pays en développement, cela représente une excellente affaire ». Avec 3,5% des coûts investis qui leur reviennent, ils peuvent en effet profiter de l'occasion pour moderniser leurs équipements et former leurs troupes à moindre coût. « Ils ne sont pas perdants », convient M. Conoir.

Un autre motif encourage les pays du Sud à participer aux opérations: la volonté de s'affirmer sur les plans régional et international. « *Une façon d'exprimer leur puissance* », selon Thierry Tardy, enseignant-chercheur au Centre de politique de sécurité de Genève, d'où il s'exprimait, en mai 2007, lors d'un colloque sur les 50 ans des Casques bleus. Il donnait alors l'exemple de l'Inde et du Brésil, qui cherchent à devenir membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

LE SUD À LA RESCOUSSE DU SUD : UN PROBLÈME ?

Brutalité, abus de pouvoir, viols, pédophilie. Le dernier documentaire de Raymonde Provencher, réalisatrice du documentaire *Le déshonneur des Casques bleus*, dresse un portrait peu

reluisant de ceux qui sont envoyés dans les opérations de paix sous la gouverne des Nations unies, en particulier au Congo.

En novembre 2007, l'image de la mission en Haïti a été ternie par des allégations d'abus sexuels par des membres du bataillon sri-lankais. Tous ont été rapatriés par mesure disciplinaire. Des cas similaires ont été relevés en Côte-d'Ivoire et au Liberia. Des rapports officiels des Nations unies chiffrent à près de 360 les allégations d'abus sexuels perpétrés par des membres des opérations de paix en 2006.

Conséquences d'un manque de formation et d'entraînement ou d'une insouciance lors de la sélection? « Il ne faut pas oublier que la participation des pays est volontaire », consent Yvan Conoir. « Ainsi, il est difficile de contrôler la qualité des forces envoyées et leurs motivations. » L'ONU établit des normes et les contingents doivent satisfaire à ces critères. Sinon, les régiments risquent l'expulsion. Cependant, comme le pointe Thierry Tardy, « les troupes envoyées sur le terrain sont, malgré

Contribution du Canada

Selon les données du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies, rendues publiques en février dernier, seulement 171 Canadiens participaient à l'une ou l'autre des 22 missions de maintien de la paix. C'est moins de 0,2 % des 90 690 Casques bleus impliqués. Le Canada se place ainsi au 55^e rang des contributeurs, soit derrière les îles Fidji, le Malawi et la Mongolie. Sur les 171 Casques bleus canadiens, 107 sont des policiers, 42 des observateurs militaires et seulement 22 des soldats.

En 1990, 10 % des Casques bleus étaient canadiens. Aujourd'hui, les Forces canadiennes sont surtout déployées en Afghanistan (2550 militaires) dans le cadre de la Coalition antiterroriste menée par les États-Unis. C'est 88 % de l'ensemble des troupes militaires déployées dans le monde. (TG et DL)

Sources : ONU, CERIUM, Défense nationale et Forces canadiennes

tout, moins bien équipées et moins bien entraînées ».

Selon certains spécialistes, le fait que l'ONU ne possède pas sa propre armée est un problème. Quand le Conseil de sécurité de l'ONU prend la décision de lancer une nouvelle mission, un long processus s'enclenche. Les États membres de l'ONU sont appelés à fournir des militaires, des policiers et autres experts. On les encourage aussi à procurer les équipements, les véhicules et la logistique essentiels pour la mission, sans oublier les apports financiers. Cette intense période de préparation et de négociations peut durer quelques mois.

M. Tardy conclut que l'ONU n'est probablement pas à l'aise avec la « tiersmondisation » de ses opérations, puisque cela s'éloigne de ses idéaux de solidarité internationale. « Ça alimente une polarisation Nord-Sud, en ce sens que ces missions sont faites par des gens du Sud, dans des pays du Sud et pour des pays du Sud et pour des pays du Sud. » Malgré tout, les spécialistes interrogés s'entendent pour dire que la tendance est là pour durer.

MONDE

Impact géopolitique des changements climatiques

ENVIRONNEMENT

UN DEGEL CONFLICTUEL

Si le réchauffement climatique semble globalement admis par une grande partie de la population mondiale, ses conséquences, elles, suscitent moins d'attention. Qui ? Où ? Comment ? Gros plan sur les futures zones de conflits liés au climat.

Maryse TREMBLAY

L'auteure est étudiante à la maîtrise en études internationales à l'Ude M. Elle nous livre ici son analyse d'une question internationale dont elle est spécialiste.

i le réchauffement climatique n'est pas jugulé, des États fragiles et vulnérables, qui sont déjà assez mal gérés, pourraient imploser, [...] puis générer des ondes de choc vers d'autres pays », affirmait Hans Schellnhuber, directeur de l'Institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam (Allemagne), lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques tenue à Bali, en décembre 2007.

« Il y a déjà des populations déplacées, des industries menacées. La géopolitique déjà fragile est encore *plus fragilisée* », explique Joël Plouffe, chercheur et coordonnateur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

Les effets secondaires géopolitiques du réchauffement climatique pourraient concerner, à l'échelle mondiale, quelque 200 millions de personnes vivant sur des territoires précaires, selon un communiqué du bureau de l'information du public de l'UNESCO, publié en 2007.

LA HAUSSE DU NIVEAU **DE LA MER**

Des centaines de millions de personnes pourraient se retrouver sans toit au cours des prochaines décennies, voire même sans pays, puisque la hausse du niveau de la mer immergera la totalité de leur territoire, comme c'est progressivement le cas dans l'archipel de Kiribati – Pacifique sud – où deux villages ont déjà été évacués depuis 2000. D'autres territoires sont aussi concernés à ce jour par la hausse du niveau de la mer, tels que les rives du delta du Nil, du Sahel, et le land du

> Il n'y a aucune façon que [la hausse du niveau de la mer] puisse arriver sans conflit

Rachmat Witoelar Ministre indonésien de l'Environ

Schleswig-Holstein, au nord de À long terme, ce sera l'équilibre des diale et auteur d'un rapport sur l'éco-Danemark.

Selon M. Schellnhuber, une hausse générale de la température de cinq degrés sur le continent asiatique serait accentuée de 10 à 12 degrés dans les montagnes tibétaines, asséchant durant l'été les fleuves qui servent à alimenter des centaines de millions de personnes. En Amérique du Sud, la fonte des glaciers andins pourrait couper l'approvisionnement en eau de Lima, la mégapole du Pérou.

l'Allemagne, à la frontière du puissances qui en subira les effets. nomie du changement climatique en Certains pays perdront leur poids politique et leur force économique, alors que d'autres pourraient, tout au contraire, se tailler une place de choix sur la scène internationale.

LA DISPARITION **DES TERRITOIRES**

« Les États insulaires sont très vulnérables à la bausse du niveau de la mer et aux tempêtes », avertit le vice-président de la Banque mon2006, Nicholas Stern, lors d'une visite à Jakarta en 2007. Ainsi, si le niveau de la mer continue son ascension, l'Indonésie pourrait perdre 2 000 de ses îles d'ici 2030. Même la grande île de Java est menacée. Cela concerne 226 millions de personnes. Selon les propos de Rachmat Witoelar, ministre indonésien de l'Environnement, rapportés par Reuters : « Il n'y a aucune façon que cela puisse arriver sans conflit. Le coût serait très élevé. Il ne s'agit pas que de reconstruire une meilleure infrastructure, mais plutôt de relocaliser des gens et changer leur mode de

L'archipel des Maldives baigne dans l'océan Indien au sud de l'Inde et se compose de 1 200 îles qui ne se trouvent en moyenne qu'à un mètre audessus du niveau de la mer. Celui-ci monte de cinq millimètres par an sous l'effet de la fonte des glaciers et de la dilatation des eaux marines qui se réchauffent. Afin de freiner l'ampleur potentielle des dégâts, le gouvernement maldivien a dû créer une île artificielle, dénommée Hulhumalé, sur un massif corallien. L'île est construite cette fois à deux mètres au-dessus de l'océan et devrait accueillir, d'ici 20 ans, près de 150 000 personnes.

LA FONTE DES GLACES **TOUCHERA LE CANADA**

Dans le cas de l'Alaska, un passage navigable zigzaguant entre les îles de l'Arctique canadien, a nouvellement été libéré. Ce passage, dont la souveraineté est très convoitée par le Canada, les États-Unis, la Russie, le Danemark et la Norvège, s'avère être extrêmement riche en pétrole. Le dépôt d'un drapeau russe dans les fonds marins arctiques le 2 août 2007, l'envoi d'une mission scientifique danoise et des déploiements militaires canadiens dans le Grand Nord démontrent avec acuité les conflits géopolitiques qui pourraient naître en raison des changements climatiques.

Le climat change, mais pas les lois internationales

Le droit international ne s'est toujours pas armé pour faire face à d'éventuelles crises géopolitiques. C'est pourtant cet ensemble de règles qui protège la souveraineté des États, notamment en ce qui a trait à leur souveraineté terrestre et maritime. Les failles du droit international le rendent incomplet et conséquemment imparfait. L'absence d'une instance supranationale puissante explique en partie cette situation.



MONDE

ENVIRONNEMENT

UN DOUX PARFUM D'OCÉAN... ACIDE

Les médecins nous le rappellent sans cesse : la santé de l'homme moderne passe par une alimentation diversifiée. Encore faudrait-il que nos océans puissent nous offrir durablement de quoi garnir nos tables de poissons et autres fruits de mer.

Bruno GEOFFROY

acidification rapide des océans par l'absorption de dioxyde de carbone (CO₂) nuit déjà à notre environnement. De façon irréversible ? Peut-être. C'est en tout cas la conclusion d'un panel de scientifiques réunis lors du congrès de l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS) organisé à Boston en février dernier.

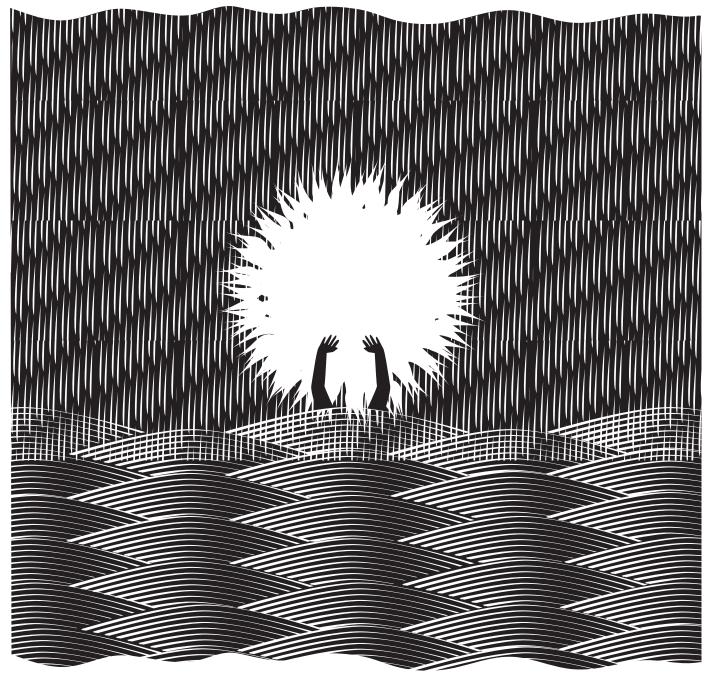
Le CO₂, généré notamment par les voitures et l'industrie, représente le principal gaz à effet de serre (GES) devant le méthane et le protoxyde d'azote. Lorsqu'il passe de l'atmosphère à l'eau, il se transforme en acide carbonique et contribue à l'élévation de l'acidité des océans. Dans ces conditions acides, les scientifiques ont observé un ralentissement de croissance du corail et d'organismes jouant un rôle central dans la chaîne alimentaire océanique comme le plancton. Ce phénomène global pourrait engendrer la disparition d'espèces de poissons et donc remettre en cause la survie d'un de leurs plus grands prédateurs : l'Homme.

MOINS DE POISSONS À L'HORIZON

La communauté scientifique reste très prudente sur les moyens à envisager pour contrecarrer l'acidification des océans. Roxane Maranger, professeure spécialisée en écologie aquatique à l'Université de Montréal, explique que « les seules solutions bénéfiques à envisager, aujourd'hui, sont la réduction des émissions de GES à la source et la stabilisation de la population humaine face à des ressources alimentaires en décroissance ».

D'ailleurs, selon le rapport *In Dead Water* du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publié au mois de février 2008, « le changement climatique est la dernière menace en date sur les réserves de poissons en diminution ». Aujourd'hui, plus

Longtemps, les scientifiques ont cru, à tort, que les océans, véritables « puits de carbone », absorberaient le CO2 à l'infini.



de 2,6 milliards d'êtres humains, répartis sur tout le globe, tirent l'essentiel de leur alimentation des produits de la mer.

De surcroît, avec l'élévation de la température atmosphérique et les modifications observées dans la circulation des courants océaniques, la capacité des océans à absorber le dioxyde de carbone décline. Longtemps, les scientifiques ont cru, à tort, que les océans, véritables « puits de carbone », absorberaient le CO₂ à l'infini. Selon l'édition de décembre 2007 du magazine scientifique français *La Recherche*, le CO₂ non capté reste en fait disponible dans l'atmosphère et participe, à son tour, activement au réchauffement climatique.

UNE PROPOSITION FARFELUE

Pour lutter contre ce phénomène de réchauffement global, une poignée de scientifiques n'hésitent pas à proposer des remèdes alternatifs. Ainsi, dans une lettre publiée le 27 septembre 2007 dans la revue scientifique *Nature*, deux spécialistes britanniques des changements climatiques, MM. Lovelock et Rapley, suggèrent d'installer des millions de tubes dans l'océan afin d'alimenter le phytoplancton en surface de nutriments provenant des eaux profondes. L'objectif est de favoriser l'absorption de CO₂. Seul hic: le processus risquerait d'accélérer l'acidification des océans. « On ne peut pas jouer avec la nature de

cette manière, pense M^{me} Maranger. Ce type de projets présente une vision à court terme et n'évalue pas l'impact environnemental de façon globale. »

C'est d'ailleurs à long terme que les mesures antipollution sont les plus efficaces. « Dans les années 1980, les pluies acides, causées par la pollution industrielle, annonçaient le pire pour le futur de nos forêts et des lacs boréaux canadiens, rappelle Bernadette Pinel-Alloul, directrice au Département de sciences biologiques de l'Université de Montréal. Toutefois, même après la mise en place du Clean Air Act en 1990, la récupération de ces lacs en terme de biodiversité reste lente. »

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

S O C I É T É E N V I R O N N E M E N T

Produire de l'électricité à domicile

BARRAGE À L'ÉNERGIE PROPRE

Avec le développement des énergies renouvelables et propres, des particuliers sont tentés de produire leur propre électricité. Mais rien ne les encourage à le faire. Les tarifs parmi les plus bas au monde d'Hydro-Québec, couplés aux coûts faramineux des panneaux solaires et autres éoliennes personnelles, ont raison de l'énergie des plus écologistes.

Constance TABARY

n particulier qui produit son électricité doit d'abord faire le choix entre la stocker dans des batteries et la relier au circuit global. Lourdes et encombrantes, les batteries perdent de l'énergie pendant le stockage. Selon Jean-Pierre Desjardins, vice-président d'Énergie solaire Québec, le stockage est adapté pour un chalet isolé, non relié au circuit Hydro-Québec. Car, pour un raccord au circuit d'une habitation très éloignée des lignes, la facture peut s'élever à 100 000 \$. Il y a toujours la possibilité de fonctionner avec le diesel, mais cette option est bruyante et polluante.

L'autoproduction éolienne l'hiver et solaire l'été peut remplir les besoins minimums en électricité. Mais attention. Selon M. Desjardins, si l'ensoleillement l'été est faible, l'électricité produite devrait être consommée en quelques jours par la simple utilisation d'un sèche-cheveux et d'un grille-pain.

SEPT QUÉBÉCOIS CONCERNÉS

Le 9 février 2006, Hydro-Québec a lancé le programme « Mesurage net », qui permet aux utilisateurs de mettre en circulation l'énergie qu'ils fabriquent. Contrairement à d'autres com-

pagnies qui rachètent cette électricité, la société d'État réduit la prochaine facture de l'abonné.

Depuis son lancement, le programme n'a réussi à séduire que sept abonnés. Sur les 37 clients qui étaient intéressés à devenir autoproducteurs au début de l'année 2006, 24 n'ont pas donné suite.

Un sondage Multi-Réso, commandé par Hydro-Québec, révèle que les 24 abonnés en question ont invoqué des coûts trop élevés, la complexité de l'opération et le manque de temps à consacrer au projet pour expliquer leur désistement. Pour Jean-Pierre Desjardins, l'explication de ce faible engouement tient en un simple calcul: « Les Québécois paient 7 cents le kWh alors que l'autoproduction éolienne ou solaire coûterait 40 cents par kWh selon une approximation. »

Selon lui, le Québec a un très bon potentiel éolien et solaire. Mais les nombreux barrages de la province fournissent une quantité d'énergie hydraulique telle que l'électricité québécoise est l'une des moins chères au monde. En comparaison, d'après les données d'Eurostat, le coût moyen de l'électricité dans l'Union européenne est 3,5 fois plus élevé. Aucun pays n'arrive au niveau du Québec (la Bulgarie est à 10 cents du kilowattheure), d'où un plus fort engouement pour l'autoproduction.

Si toutefois l'expérience en ville peut être tentante, il faut savoir qu'à Montréal, les éoliennes et panneaux solaires sont interdits dans les arrondissements de Ville-Marie, Pierrefonds-Roxboro, Saint Laurent et Saint Léonard (seulement les éoliennes). Dans les autres, ces installations ne doivent pas être visibles de la rue.



L'installation de panneaux solaires est interdite dans trois arrondissements de Montréal.

Une **éolienne** sur mon **toit**

Des fils électriques larges comme le pouce qui pendent du plafond et des rangées de batteries dans le salon: c'est ce qui attend les Montréalais qui décident d'installer des panneaux solaires et des éoliennes sur leur toit.

Yves (nom fictif), résidant sur l'avenue du Parc, s'est lancé dans l'aventure de l'autoproduction d'électricité sans prévenir son propriétaire ni la municipalité. Toute structure doit en effet être déclarée, mais le côté illégal de l'entreprise n'effraie pas ce Montréalais hors du commun.

Depuis deux ans, Yves bricole ses éoliennes et ses panneaux solaires. Il a acheté toutes les pièces sur Internet et les fait venir essentiellement du Japon et d'Allemagne. C'est une véritable obsession. Une caméra branchée sur son toit filme en permanence son installation. Alors qu'il répond aux questions dans son salon, il commente: « Regarde, il y en a une qui tourne! »

Les vents en ville ne sont pas continus et rendent précaire l'utilisation de petites éoliennes. Par deux fois, une des éoliennes est tombée sur le balcon, côté rue. « Quand il y a beaucoup de vent, je me demande si elles ne vont pas arracher le toit tellement la maison tremble. »

Yves a investi quantité de temps et d'argent dans l'autoproduction non reliée au circuit. « Si j'avais su, je ne l'aurais pas fait. Ce n'est pas rentable du tout. » Il se console en se disant que si la crise du verglas se reproduit, lui au moins sera au chaud avec de l'électricité. Mais c'est avant tout la passion du bricolage et le défi qui l'ont poussé à autoproduire.

Environnement et économie

CO₂: L'INSPIRATION SUZUKI

Fin février, profitant de la période prébudgétaire à Ottawa, la Fondation David Suzuki a fait une proposition inusitée : taxer le carbone pour ensuite baisser les impôts. Selon leur étude, l'impact serait positif pour l'économie et l'environnement. L'appui des partis politiques de la Chambre des communes n'est pas encore gagné.

Alexandre CAYLA

e n'est pas tous les jours que l'on voit un groupe environnemental exiger des baisses d'impôts. C'est pourtant ce qu'a proposé la Fondation David Suzuki. Le responsable de la mobilisation pour la fondation, Pierre Sadik, concède que la proposition est atypique, mais selon lui, même si l'approche est nouvelle, le but, lui, est ancien: mettre un prix sur le carbone. Comme il a été démontré que les leviers économiques sont plus efficaces pour faire changer le comportement, la fondation veut aller dans cette direction: «Le problème c'est que, actuellement, les produits qui génèrent beaucoup de carbone bénéficient d'un avantage indu puisque leur prix ne représente

pas le véritable coût pour l'environnement. » La taxe augmenterait donc le prix de tous les biens qui génèrent du carbone soit à leur production soit à leur consommation. En haussant le coût des produits hautement carboniques, les solutions vertes deviendraient plus attrayantes pour les consommateurs; les baisses d'impôt serviraient, elles, à éviter que cette hausse des prix ne nuise au niveau de vie des Canadiens.

La logique sous-tendant leur proposition est déjà utilisée par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux : taxer une activité pour la décourager. Lorsque la finalité de cette taxe n'est pas de recueillir des sommes, on peut parler d'une taxe « sociale » ou ciblée ; comme le fait le Québec actuel-

lement avec la cigarette. D'ici 2020, la Fondation David Suzuki croit que cette taxe permettrait au gouvernement fédéral de recevoir 50 milliards de dollars par an et de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre au pays.

Selon Pierre Lasserre, professeur d'économie à l'UQAM, on applique une taxe sociale lorsque l'on considère qu'il y a des coûts économiques qui ne sont pas pris en compte par le marché, c'est ce que l'on appelle une externalité. « Le système capitaliste permet une meilleure allocation des ressources, il ne prend pas nécessairement en compte des variables comme l'égalité, l'environnement ou la santé, explique-t-il. Chaque fois qu'on pro-

duit ou consomme un bien, on crée une externalité. Généralement, on paie pour couvrir ce coût, [par exemple, on paie quelques dollars de plus lorsqu'on achète des pneus pour financer le recyclage] mais ce n'est pas le cas avec le carbone. »

LES RÉACTIONS À OTTAWA

Malgré l'opposition évidente du gouvernement canadien à toute proposition limitant l'émission de gaz carbonique, la Fondation a décidé de faire pression sur Ottawa. Selon M. Sadik, passer par les provinces n'est pas intéressant — même si le Québec et la Colombie-Britannique ont instauré des taxes sur le carbone, car le Canada pourrait se retrouver avec un « patchwork » de politiques environnementale. Les lobbys et investisseurs pourraient alors faire pression sur les différents gouvernements et initier une course vers le bas.

Par contre, la proposition de la Fondation ne semble pas recueillir beaucoup d'appuis chez les partis d'opposition. Au Bloc québécois, même si l'on se dit favorable à toutes les propositions qui permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre, on hésite à se prononcer

clairement. « Comment la taxe serait-elle appliquée ? Il existe déjà une telle taxe au Québec, comment s'harmoniserait-elle? La proposition n'est pas encore assez claire pour nous », explique Sophie Fréchette, attachée de presse de Bernard Bigras, porte-parole du parti en matière d'environnement. Pour leur part, les Libéraux s'opposent à toute loi où le gouvernement irait chercher de l'argent pour le redonner ensuite. Ils proposent plutôt la mise en place d'un quota absolu d'émissions de CO₂ et la création de comptes d'investissement vert (CIV) où les compagnies déposeraient 20 \$ par tonne de CO2 excédentaire. Ces entreprises pourraient récupérer ces sommes pour investir dans des solutions plus vertes. Le NPD, quant à lui, a fait siennes les recommandations de la Coalition du budget vert, composée de plusieurs groupes environnementaux. Sur la question du carbone, le néo-démocrates se disent en faveur de la mise en place d'une taxe de 30 \$ par tonne de CO₂ d'ici 2009 et de 75 \$ d'ici 2011. Puisqu'aujourd'hui une tonne de carbone n'a aucune valeur monétaire, les recettes générées serviraient à financer des mesures de réduction d'émissions de gaz à effet de SOCIÉTÉ

Les jeunes face à la justice

COMMENT SE DÉFENDRE SANS SE RUINER

Lorsqu'un jeune étudiant, sans le sou, se retrouve au cœur d'une procédure judiciaire, c'est souvent le ciel qui lui tombe sur la tête. Lois, procédures et frais d'avocat : pas facile de s'y retrouver dans le maelström judiciaire. Voici quelques clés pour s'en sortir à moindre coût.

Gabrielle CHARBONNEAU

est en voulant contester une contravention de 250 \$ qui lui avait été dressée par un agent de police de la STM que Martin Bélanger, en première année à HEC, a découvert les cliniques juridiques.

Martin a donc contacté la clinique juridique de l'UdeM, ouverte à tous les membres de la communauté universitaire. Après avoir téléphoné et exposé sommairement son problème, il obtient un rendez-vous pour la semaine suivante. « Nous avons quatre avocats et un notaire », explique Liette Malouin, responsable de la clinique. Une semaine plus tard, Martin rencontre une étudiante de troisième année et un avocat. « Nous ne donnons aucun document écrit, tout ce fait verbalement » dit M^{me} Malouin. La clinique juridique ne fait que donner des conseils sur les procédures à suivre. Ce service est gratuit, mais une contribution volontaire est toujours appréciée.

LE JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL

Outre les cliniques universitaires −l'UQAM et Mc Gill ont aussi la leur−, il existe l'Association du jeune barreau de Montréal (AJBM) qui offre plusieurs services gratuits. Ainsi, des consultations juridiques à la Cour des petites créances [Voir encadré] sont disponibles pour les personnes qui ont une audition à Montréal. Ces dernières pourront rencontrer un avocat trois semaines avant la parution. Les consultations juridiques à la Commission des relations du travail font de même pour les personnes prises dans un conflit de travail. L'AJBM a la même mission que les cliniques juridiques universitaires, mais «va un peu plus en profondeur », avance Geneviève Gagnon, coordonnatrice aux activités et projets de l'Association.

L'AJBM offre aussi des services de consultation comme la clinique juridique annuelle, qui consiste en une fin de

Cour des petites créances

La division des petites créances entend des causes où une somme d'argent est en litige ainsi que d'autres causes visant l'annulation ou la résiliation d'un contrat, lorsque l'objet du contrat et, le cas échéant, la somme réclamée n'excède pas 7 000 \$. C'est un tribunal où les gens se représentent eux-mêmes, sans avocat.

Source : Ministère de la Justice du Québec semaine de conseil juridique pour la population et le programme *Mercredi, j'en parle à mon avocat* offert aux jeunes de 12 à 21 ans.

RÉGLER DES LITIGES PLUS IMPORTANTS

Les causes représentant moins de 7000 \$ sont soumises à la Cour des petites créances, où il est interdit de se présenter avec un avocat. Pour celles de plus de 7000 \$, il y a les autres chambres de la Cour du Québec. « Si un jeune veut se défendre [devant l'une de ces chambres], il pourra toujours recourir à l'aide juridique, sinon il devra faire appel à un avocat. [...] Il est complexe d'envisager de se défendre seul », croit M^{me} Gagnon.

Pour avoir droit à l'aide juridique, la situation financière du demandeur et des membres de sa famille ne doit pas excéder un certain barème de revenu – 11 250 \$ par année pour une personne seule. Un étudiant qui travaille 20 heures par semaine au salaire minimum gagne 7 920 \$ par année. Il existe aussi des barèmes de biens et de liquidités à respecter. La personne qui satisfait ces barèmes aura droit à une aide financière gratuite. Si tel n'est pas le cas, une demande de contribution ne dépassant pas 800 \$ peut-être déposée.

Le 11 mars dernier, la *Coalition pour l'accès à l'aide juridique* a manifesté devant le palais de justice de Montréal afin de réclamer un meilleur accès à la défense juridique. Les manifestants revendiquaient, entre autres, un accès gratuit pour les personnes travaillant 40 heures par semaine au salaire minimum — ce qui représente un salaire annuel de 15 880 \$.

Suite aux conseils de la clinique juridique de l'UdeM, Martin a écrit une lettre de protestation à la STM et il est en attente d'une réponse. Ce qui risque de prendre jusqu'à quatre mois.

Clinique juridique de l'UdeM

RENDEZ-VOUS au (514) 343-7851 HORAIRES sur www.droit.umontreal.ca rubrique SERVICES

Attention : Les consultations se sont terminées fin mars et ne reprendrons qu'à la rentrée de septembre.

La clinique juridique de Mc Gill sera active à partir du 12 mai 2008. Renseignement au (514) 398-6792



ARRÊT VENEZ CHEZ H&R BLOCK



RAPIDE VOS DÉCLARATIONS SONT PRÉPARÉES SANS DÉLAI



GO!
RECEVEZ VOTRE
ARGENT
RAPIDEMENT

tarif étudiants
2995\$
obtenez une carte SPC GRATUITE.

Vous êtes aux études ?
Confiez-nous la
préparation de vos
déclarations de revenus
et retrouvez l'argent qui
vous est cher en une
seule visite.

Venez nous voir dès aujourd'hui, ou faites le 1-800-HRBLOCK (472-5625) www.hrblock.ca



H&R BLOCK®

Pour profiter de l'offre aux étudiants, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2007, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. L'offre prend fin le 31 juillet 2008. Vous devez aussi être admissible au service de remboursement instantané et aux méthodes de remboursement instantané. Voir tous les détails dans les succursales H&R Block participantes. Valable seulement aux succursales H&R Block participantes au Canada. Les offres liées à la carte SPC^{MC} sont valables du 1^{et} août 2007 au 31 juillet 2008, chez tous les marchands participants au Canada seulement et sont exclusivement réservées aux détenteurs de carte. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s).

CULTURE

Un festival pour financer la survie du forum stillepost.ca

PREMIÈRE CHOSE

La première édition du Festival de musique indépendante Montréal Chose se tiendra du 23 au 27 avril. L'événement, principalement axé sur la promotion d'artistes, regroupera une quinzaine de formations québécoises et tentera de recueillir suffisamment de fonds pour sauver le forum stillepost.ca, un outil de communication et de promotion pour les artistes indépendants du Canada.

Marc-André LABONTÉ

tillepost.ca est un forum pancanadien qui offre, aux formations et aux musiciens indépendants du pays, la possibilité d'afficher les dates de leurs spectacles, de faire passer diverses informations, de recruter des musiciens à la recherche d'un groupe... Alexandre Paré, l'homme derrière ce forum, raconte: «Au départ, on a créé, il y a cinq ou six ans, à Montréal, une liste d'envoi pour les groupes indépendants de la ville (montrealshows.com). Ensuite, stillepost.ca a repris la bannière de montrealshows.com et a appliqué le concept au reste du Canada.» M. Paré explique aussi que, si stillepost.ca a besoin de financement, c'est parce que les organisateurs ont adopté la politique de ne pas diffuser de publicité sur le forum.

Par conséquent, les frais de mise en ligne, qui se chiffrent environ à 140 \$ par mois, doivent êtres payés grâce à des dons et ces derniers sont largement insuffisants: chaque mois, le site Internet fait face à la faillite. Étant lui-



même DJ et promoteur, Alexandre Paré n'a pas voulu perdre l'outil stillepost.ca. Il a donc décidé de faire d'une pierre deux coups en créant un festival, avec son ami Luca Fantigossi, pour mettre de l'avant la scène musicale indépendante de Montréal et verser l'argent recueilli à stillepost.ca.

AU DIABLE LE FINANCEMENT

«L'important, pour moi, explique Alexandre Paré, c'est la promotion des groupes. Si je ne ramasse que 25 \$ pour stillepost.ca, je m'en fous. Tant que les gens viennent voir les spectacles et qu'ils découvrent de nouveaux artistes, je vais être satisfait du festival. » Selon l'organisateur, le financement de stillepost.ca s'inscrit plutôt comme un prétexte pour organiser le festival.

Plusieurs critiques ont été émises contre le Festival Montréal Chose. Selon Alexandre Paré, beaucoup de gens questionnent le but — le financement du forum stillepost.ca — du festival et invitent au boycottage des spectacles. Certains ont aussi envoyé des messages sur le groupe Facebook de Montréal Chose. En réponse à cette controverse, Paré souligne que « si le festival souffre d'un boycottage, les vrais perdants ne seront pas les responsables de stillepost.ca, mais les groupes qui devront jouer devant des salles vides ».

MENU MUSICAL

Au programme de Montréal Chose : cinq soirées plus ou moins thématiques, regroupant des formations et des artistes qui s'apparentent à un même style musical. Les intéressés auront droit à deux soirées indie pop,

le mercredi et le samedi, un spectacle plus métal le jeudi, un programme rock électro le vendredi et un événement folk le dimanche soir.

Tous originaires de Montréal, les groupes invités englobent quelques artistes prometteurs de la scène québécoise. Par exemple, la claviériste de Bonjour Brumaire, Béatrice Martin, donnera un spectacle solo sous le nom de Cœur de Pirate. Les groupes Parlovr et Chinatown, qui revient d'une tournée en Chine, sont aussi à surveiller. La programmation complète du festival est disponible sur le groupe Facebook dédié à Montréal Chose.

Voilà donc un événement qui, porté par Alexandre Paré et Luca Fantigossi, devra se tailler une place au sein de la déjà très longue liste de festivals montréalais.

> Montréal Chose, du 23 au 27 avril Au Divan Orange, Les Saints, Cagibi, et au Club Lambi 5 \$ en prévente et 7 \$ à la porte.

La ligue d'improvisation picturale

PEINTURE AU COMPTOIR

En septembre dernier, le collectif d'artistes Va jouer de l'art! a créé une Ligue d'improvisation picturale (LIP), dans la mouvance des ligues d'impro qui fleurissent à Montréal. Prenant son nom au pied de la lettre, la LIP a pour emblème deux grosses lèvres souriantes et propose de sympathiques soirées loin du professionnalisme de la Ligue nationale d'improvisation.

Valérie MANTEAU

ersonne ne sait à quelle heure cela va commencer. Accoudés au comptoir du Quai des Brumes, devant une bière, les membres de la LIP discutent avec les habitués, qui sont, pour la plupart, des amis. Alain-Arthur Painchaud, fondateur de la ligue, longs cheveux gris, lunettes rondes et grand sourire, attend tranquillement : « Il manque le DJ et quelqu'un pour le son. » Le bar est quasiment vide, à l'exception du comptoir bien rempli et de quelques tables occupées. Mario, un fidèle, avoue que la ligue peine à se faire connaître: le collectif d'artistes ne fait pas assez de promotion, « c'est un peu tout le monde qui s'en occupe, du coup, c'est un peu personne... », regrette-t-il. Un lundi soir, rares sont les clients qui viennent découvrir cette

ligue de peintres dont le but essentiel est de s'amuser et de s'exprimer, plus que de se faire connaître.

Ce soir là, les Jaunes et les Noirs s'affrontent. En pratique, les volontaires montent sur scène dans le désordre, certains préférant rester au bar pour discuter, et le vote du public se fait avec les sous-verres bifaces du Quai des brumes. Lorsque, finalement, tout le monde est prêt, l'arbitre sollicite les clients pour trouver un thème d'improvisation. On sent tout de suite la grande complicité de la salle : les propositions les plus loufoques fusent, jusqu'à ce que l'arbitre opte pour « décalage horaire de fin d'hiver », avec la contrainte stimulante de ne pas utiliser de blanc. La musique s'adapte au ton de l'impro, allant jusqu'aux chansons enfantines, quand le thème est « à la manière d'un dessin animé».



Les Noirs et les Jaunes improvisent sur le thème « Saint Joseph ».

On remarque rapidement la différence majeure entre cette ligue d'impro picturale et celles auxquelles on est habitué: contrairement au théâtre ou à la danse, la peinture n'est pas un art spectaculaire. Les improvisations sont assez longues, en fonction de la taille du support, qui peut beaucoup varier, du petit carré de toile au rond de liège, en passant par de grandes vitres sur lesquelles les artistes peignent à plusieurs. À la fin de sa prestation, Alain-Arthur Painchaud vient reprendre une bière et se mêle à la conversation. Il fait autorité auprès des fidèles qui le désignent « mémoire de la littérature québécoise », et le somment de décider si Nelligan fait ou non partie du patrimoine national.

Conviviales et sympathiques, ces soirées d'improvisation sont surtout une occasion pour les amateurs de venir rencontrer ces artistes marginaux. On y parle liberté d'expression, de diffusion de l'art... Au Quai des Brumes ou à la Rockette, on retrouve à cette occasion les îlots d'art *in progress* qui font la réputation du Plateau.

Soirées d'improvisation picturale

tous les mercredis, au bar le Rockette (4479, rue Saint-Denis); le troisième lundi de chaque mois au Quai des Brumes, (4481, rue Saint-Denis).

CULTURE Rencontre avec la chorégraphe Virginie Brunelle

LE CŒUR OU LA CUISSE

Jeune chorégraphe montréalaise, Virginie Brunelle vient de débuter dans le monde de la danse contemporaine avec *Les cuisses à l'écart du cœur*, un miroir de la sexualité dans notre société. Programmée cet hiver en première partie du spectacle de Dave St-Pierre à l'Usine C, cette pièce est de nouveau sur scène le 9 avril prochain, dans le cadre du festival Vue sur la relève.

Roberta TAVERI

est l'une des premières journées du printemps; assise dans un petit café du Plateau, Virginie Brunelle raconte avec enthousiasme sa vie professionnelle. Diplômée de l'UQAM en danse depuis un an, elle sait déjà affirmer son style énergique, « cru et criant », comme elle le définit. Un style adapté au monde de tous les jours, où chacun doit lutter entre sa propre personnalité et les modèles que la société impose. C'est justement ce thème qui a inspiré Virginie Brunelle dans sa première création, qui célèbre ce mois-ci sa première année de vie.

Dès la sortie de son spectacle, plusieurs critiques ont comparé son travail à celui d'un autre chorégraphe montréalais, Dave St-Pierre. « Si ça me dérange? Maintenant, pas du tout; les idées sont dans l'air, on a simplement une même vision de la société et on a décidé de la reproduire avec des moyens similaires. » Peu de temps après, sa création a été programmée en première partie de Un peu de tendresse, bordel de merde, le dernier spectacle de Dave St-Pierre. Sans doute, l'intérêt que cet artiste montre pour le travail de Virginie Brunelle lui a donné un coup de pouce pour débuter sa carrière. Cependant, son but est de représenter ce qu'elle ressent, sans copier à la lettre l'exemple d'autres artistes.

RÉALITÉ NUE

Les cuisses à l'écart du cœur s'inspire de la sexualité humaine, représentée dans sa réalité nue. « Dans certaines situations, je reçois des flash de ce qui m'entoure et je cherche à les reproduire en mouvements ». Son terrain de recherche est donc la société contemporaine, avec ses inquiétudes et ses tabous. Elle souhaite montrer tous les aspects de la sexualité comme elle apparaît dans le monde : il y est difficile d'échapper aux modèles qui nous sont imposés. Les spectateurs voient mises en scène toutes les pensées et les comportements que l'on peut avoir



En janvier dernier, la pièce *Les cuisses à l'écart du cœur* était présentée en première partie du spectacle de Dave St-Pierre. On peut la voir de nouveau le 9 avril pendant le festival Vue sur la relève.

face à la pudeur de la sexualité. C'est une espèce de catharsis qui amène à une plus profonde compréhension d'une partie cachée de notre vie, approchée par le moyen de la danse. « Quelquefois, je pense que j'ai besoin d'être angoissée pour produire quelque chose; c'est un état d'âme qui me fait me rapprocher de la sphère la plus personnelle des sentiments et c'est exactement cela que je souhaite pénétrer. »

Cela ne signifie pas pour autant que le spectacle est interdit aux mineurs. « J'ai reçu beaucoup de critiques après la première sortie de mon spectacle; on me disait que j'étais trop directe et explicite à l'égard du sexe, mais mon but est de représenter une condition universelle et naturelle. » Pendant que Virginie prononce ces mots, une petite fille passe dans la rue, en agitant sa main pour la saluer. « C'est bizarre, mais je pense que mon spectacle dérangerait moins une petite fille qu'un jeune dans la puberté. C'est vrai, je traite des arguments très profonds, mais en même temps je pense que c'est bien d'en parler, car ils font partie de notre vie et on ne peut pas les nier. »

En ce moment, Virginie Brunelle prépare une nouvelle chorégraphie, qu'elle définit comme une évolution des *Cuisses à l'écart du cœur* et que l'on pourra admirer sur scène à l'automne. À la question de savoir si la société en fait assez pour aider les jeunes artistes dans l'expression de leurs œuvres, Virginie reste sceptique. «*Je peux me considérer très chanceuse. Le monde de la danse est un milieu très difficile, il n'y a pas vraiment d'espace libre pour les jeunes, il faut plutôt créer son propre coin.* » C'est pourquoi, elle affronte son travail sans se décourager et avec un regard positif sur son avenir professionnel.

Les cuisses à l'écart du cœur, festival Vue sur la relève, le mercredi 9 avril

à la Maison de la culture Frontenac. www.vuesurlareleve.com

Lecture



FRANÇOISE DE LUCA
Vingt-quatre mille
baisers

UN BAISER S'IL VOUS PLAIT

Marie-Michèle GIGUÈRE

es objets que l'on garde en souvenir – ces choses belles et usées, anodines et précieuses; ces traces des quelques morceaux d'existence qui ont compté plus que les autres – semblent sûrement banals à ceux qui ignorent leur histoire. C'est dans cet univers des petits riens qui importent que pataugent les nouvelles de Françoise De Luca.

Avec *Vingt-quatre mille baisers*, l'auteure explore les instants qui façonnent un être. Les dimanches

matins en famille, un trajet entre Paris et Saint-Malo, un premier amour, la maladie d'une sœur. De courts récits qui tentent de capturer l'influence d'un moment dans une vio

Mais l'on ne se construit pas seul. Il y a bien sûr tous ces gens qui auront un impact fort sur une destinée ou une réflexion — comme cette dame rencontrée à Hô Chi Minh-Ville, dont l'histoire marquera la narratrice de la nouvelle « India Song » — mais aussi les imaginaires que l'on fréquente. *Vingt-quatre mille baisers* ressasse des événements mais aussi des œuvres marquantes. *Les mille et une nuits, L'amant* et quelques vieilles chansons italiennes apparaissent alors dans toute leur force d'évocation, parfois comme de petites bulles mélancoliques, parfois telles de délicates catharsis. L'écriture, maîtrisée, jolie mais sans éclat, sert gentiment cet univers.

Vingt-quatre mille baisers, c'est l'existence doucement contemplative des gens qui se sont aussi

construits au contact de quelques grands écrivains et de plusieurs chansons. Ou plutôt, l'aveu que l'imaginaire et le réel se côtoient dans ce que nous sommes et que certains moments mémorables flottent quelque part entre les deux, entre ce qu'il s'est réellement passé et ce qu'il en reste. Il y a la succession des événements et ce qui nous les rappelle. Ici, le Viêt-Nam, c'est aussi Marguerite Duras; la nuit de train vers Rennes, *Les mille et*

S'il arrive que ce procédé aille un peu trop loin — pas facile, dans « Trois poissons rouges », de se laisser bercer par l'allégorie d'un couple qui se perd tranquillement et des poissons qui meurent — l'ensemble demeure cohérent, délicatement nostalgique, mais peut-être trop peu poétique pour le terrain qu'il fréquente.

Vingt-quatre mille baisers, Françoise De Luca, Éditions du Marchand de Feuilles.

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 15 • 9 avril 2008 Page 19

CULTURE

Musique

THE KILLS

Midnight Boom

(Domino Records)



Midnight Boom est le troisième album du onne-peut-plus-branché duo américanobritannique The Kills, formé par la chanteuse Alison Mosshart et le guitariste Jamie Hince. Il est réalisé par ARMANI XXXCHANGE du groupe hip-hop Spank Rock. Encore une fois, les deux acolytes n'ont rien perdu de leur son *lo-fi* si caractéristique, constitué d'arrangements dépouillés, mais ô combien efficaces, de rythmes électro simples, de guitare sale, de bandclaps et de lignes mélodiques répétées et chantées avec une grande désinvolture, attitude qu'on leur reproche souvent, d'ailleurs, puisqu'elle frôle parfois l'arrogance. Ils proposent un album post-punk dark et élégant, qui touche à plusieurs styles, mais le groupe a toutefois peu évolué depuis leur dernier effort No Wow, paru en 2006. L'album, en général, comporte davantage de subtilités et témoigne tout de même d'une plus grande variété musicale et d'une plus grande sensibilité que ses prédécesseurs, sans en avoir le mordant, et demeure cependant très cru, peu inventif et, somme toute, assez superficiel. Il n'est pas certain que The Kills aient véritablement prouvé qu'ils étaient plus que de jolis minois hyper cools, puisque *Midnight Boom* est à leur image : sexy, blasé et tape-à-l'œil, mais on s'en lasse rapidement. (Julie BRUNET)

SUPERGRASS

Diamond Hoo Ha

(Parlophone)



La formation britannique Supergrass accueillait récemment Rob Coombes comme quatrième membre officiel. Ils se sont ensuite tournés vers Nick Launay, 30 ans d'expérience dans le métier, pour enregistrer ce disque aux accents glam rock. Le sixième album de Supergrass doit son nom aux Diamond Hoo Ha Men, un duo

composé de Gaz Coombes et Danny Goffey au moment où le bassiste Mick Quinn était en convalescence. C'est d'ailleurs leur chanson éponyme qui ressemble étrangement à du White Stripes, qui ouvre le disque. S'ensuit une chanson hard rock propulsée par des grosses guitares britanniques. Puis, on revisite le glam rock, trois décennies plus tard.

C'est franchement bien fait, surtout sur les excellentes « Rebel in you », « Butterfly » et « The return of... ». Le quatuor d'Oxford s'approche aussi du funk avec les guitares syncopées de Rough Knuckles et incorpore du saxophone sur une pièce dont le titre semble tiré du catalogue de Blur, « Whiskey & Green Tea ».

L'album aurait gagné à être raccourci de deux ou trois morceaux, ce qui en aurait fait une petite bombe de 28 minutes, mais les fans qui avaient abandonné le groupe après la sortie de *Road to Rouen* en 2005 devraient tout de même se réconcilier à l'écoute de *Diamond Hoo Ha*. Supergrass paraît en pleine possession de ses moyens et de ses guitares. Et surtout, ils ont vraiment l'air d'avoir du plaisir à jouer ensemble. (Nicholas LAVALLÉE)

GRAND PRIX LITTERAIRE INTERNATIONAL METROPOLIS BLEU 2008

DANIEL PENNAC

CHAQUE LECTURE EST UN ACTE DE RÉSISTANCE. UNE LECTURE BIEN MENÉE SAUVE DE TOUT, Y COMPRIS DE SOI-MÊME.

- DANIEL PENNAC, COMME UN ROMAN



Venez rencontrer l'auteur de La fée carabine, Monsieur Malaussène, La petite marchande de prose, Au bonheur des ogres, Comme un roman et Chagrin d'école.

10° Festival littéraire international de Montréal Metropolis bleu, 30 avril – 4 mai 2008 Hôtel Delta Centre-Ville, 777, rue University

La programmation complète du festival sera en ligne dès le 8 avril 2008 à midi.

WWW.METROPOLISBLEU.ORG

Billets en vente sur le réseau Admission.





BARMAN / MAID SERVEUR / EUSE

Cours et emplois (*1981) rabais Internet www.ecoledesmaitres.com

514-849-2828 1-800-561-1781

Petite annonce

HONDA DEL SOL SI 1993, 120,000 km, TRÈS BONNE CONDITION, 2 portes, 2 pass, int. noir, ext. rouge, 5 vit. man., FWD, a/c, jantes aluminium, Toit Targa amovible, radio a face amovible Sony, échangeur 10 CD, cassette, AM/FM stereo, pare-brise électrique. \$7250 Negociable. 514.927.0617



EMBAUCHE!

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DEVRA BIENTÔT COMBLER LES POSTES DE :

- Rédacteur en chef
- Chef de pupitre campus
- Chef de pupitre société-monde
- Chef de pupitre culture

Faire parvenir un curriculum vitae, lettre de motivation et sélection d'articles publiés à info@quartierlibre.ca Pour plus d'information et une description complète des tâches, visiter le www.quartierlibre.ca CULTURE

RETOUR AU BAL

Quartier Libre est parti en première ligne pour vous faire découvrir les danses que l'on peut pratiquer à Montréal. Premier essai : le swing. Des bals où l'on danse vraiment, à l'ancienne.

Constance TABARY

es grands-parents allaient au bal toutes les fins de semaine. Ils ne tarissent pas d'anecdotes sur les meilleurs danseurs, les pistes et les musiques jazz sur lesquelles ils tournoyaient en couple. Hier, j'ai découvert le swing. J'aperçois enfin de quoi parlent mes grands-parents avec tant d'enthousiasme. « En ouvrant pour la première fois la porte d'une salle de swing, j'ai compris que j'étais chez moi », raconte Fred Ngo, le créateur de Cat's Corner.

C'est dans son club que j'ai fait mes premiers pas, un vendredi soir. *Back step, triple-step, triple-step*: une danse en six temps empruntée aux Afro-américains dans les années 1920. La danse originale est en huit temps. Une heure d'initiation de cette version simplifiée suffit pour s'amuser sur la piste avec des danseurs novices, initiés, voire experts.

Les jupes s'envolent et les chaussures en cuir glissent sur le plancher. Certains gardent un air concentré et stoïque. Mon partenaire m'essouffle sur un rythme effréné. Je tente de suivre mes chaussures sans y parvenir. « Le mieux, c'est que tu arrêtes de regarder tes pieds et que tu me suives, me dit-il. C'est moi qui mène. » Vous avez bien entendu, cette danse n'est pas faite pour les féministes orthodoxes. J'entends le final arriver. Je me retrouve entourée par mon bras, puis le sien, plaquée contre lui. Et enfin, la délivrance : je tourne, je tourne, le silence. La danse en couple peut s'avérer exténuante, surtout quand on ne choisit pas avec qui l'on danse. Sur une piste de swing, il est impoli de refuser une invitation...

Je fonce donc vers le vestiaire en évitant tout contact visuel. Je me jette entre deux penderies au milieu des sacs. Les manteaux forment un sas où le bruit s'étouffe, vieillissant d'un coup d'un seul une musique déjà centenaire. Mes grands-parents devaient avoir une sacrée endurance pour tenir toute la soirée sur ce beat endiablé.

> Initiation au swing tous les samedis à 20 h 30, suivi du bal. Cat's Corner, 486 Ste-Catherine Ouest, local 303,

Le swing

Le tango argentin

LE REMÈDE **DU DOCTEUR SAMIMI**

Pour me remettre de l'effort intense du swing, quoi de mieux que le sensuel tango? Au cœur de la Petite Italie, Lyne Renaud enseigne cette danse créative.

Constance TABARY

n tango argentin, on ne compte pas et c'est déjà ça de pris sur le swing. De plus, pas question de regarder ses pieds, le partenaire est bien trop près pour ça. La base de cette danse est la marche. Le professeur Marcello m'apprend à écouter sa guidance par la paume de la main.

La marche est facile pour l'homme qui avance. Elle l'est un peu moins pour la femme qui va à reculons. La jambe s'allonge vers l'arrière en glissant, les hanches et le buste bien droits.

« Peu importe la fatigue et *les bobos*, a dit un jour une danseuse à Lyne



La base du tango argentin, c'est la marche.

Renaud. On va danser et on reprend notre misère à la sortie. » Quoiqu'un peu pessimiste, cette citation colle très bien aux danseurs que j'ai pu rencontrer à l'école Al sur Tango lundi soir.

HAUTS ESCARPINS

Après l'initiation, vient la soirée. Une vingtaine d'habitués vont faire leur entrée avec leur toilette de circonstance. La première arrivée porte de hauts escarpins, une robe noire à pois blanc et un collier de perles.

Grand-mère et médecin à temps plein, Arianne Samimi ne tient que grâce au tango. « C'est très bon pour ma santé, dit-elle. L'activité crée de l'endorphine et surtout, ça m'empêche de manger gras. » C'est bien étrange, les danseurs ne mangent pas gras? «Bien sûr! Si l'on est trop large, on n'est pas invitée. Les hommes n'aiment pas ça. » Je comprends de mieux en mieux la philosophie de la danse. Tout le sexisme y est conservé, telle une relique fragile des temps

Le docteur Samimi a découvert une autre vertu au tango argentin : « ça remplace le cul quand on est vieux et paresseux. Les jeunes, eux, ont les deux. » Poétesse romantique, notre docteur sexagénaire a rencontré l'amour ici-même, il y a trois ans: « Tel un missionnaire, mon amoureux est venu faire l'homme car je m'étais inscrite au cours toute seule. » La franchise, la passion et l'inspiration. Le docteur Samimi est l'esprit du tango argentin!

> Initiation les lundis soirs, 20 h 30, 8 \$. Al sur Tango,

Le tango, ça remplace le cul quand on est vieux et paresseux. Les jeunes, eux, ont les deux

Arianne Samini Danseuse de Tango

370 Jean-Talon Est.

Étudiants Étrangers

Avez-vous un permis de séjour étudiant?

Voulez-vous devenir résident permanent canadien?

Quelle que soit votre situation, nos professionnels en immigration peuvent vous aider!

Résidence permanente - Parrainage - Investisseurs -Citoyenneté - Réfugiés/humanitaire - Aides familiales -Permis de travail - Permis de séjour étudiants/visiteurs

APPLIQUEZ DÈS AUJOURD'HUI POUR DEVENIR **RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN!**

Pour plus d'information, appelez-nous pour une consultation confidentielle.

514 499-8082

Conseil d'Immigration Canadien 400, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 500, Montréal (Québec) H2Y 1S1 www.immigrationcouncil.com



á SUIVRE ... www.mariedauverne.com

CULTURE

LE TOUPET DANS LE VENT

Julie DELPORTE

Lilling!

l'automne dernier, de passage à Paris, j'ai raflé compulsivement deux petites BD rouges: Moi je et Moi je et cætera. Dans la librairie jaune, je n'ai regardé qu'elles. À peine achetées, mal assise Place de la Bastille, je les ai lues tout rond. Le ciel était bruineux, le fond de l'air gris. Résultat : je les ai mal digérées. C'est que voir étalés là, devant soi, comme une pâte à tarte, son propre

narcissisme, ses propres désespoirs, ses propres petites joies... J'en suis devenue toute bleue.

Six mois plus tard, les éditions Warum, avec dans leur catalogue les *Moi je* d'Aude Picault, débarquent au Québec. En même temps, Glénat publie Eva, J. F. se cherche désespérément, une série de la même auteure, au préalable parue dans le magazine people Voici. Les aventures de deux copines, la brune et la blonde, qui partent chasser la nuit en club, le toupet dans le vent, mais ne ramènent jamais le prince charmant qu'elles imaginent.

J'ai tout relu, plus calmement cette fois, avec la saveur douce-amère des plaisirs presque coupables.

Bande dessinée

C'est qu'Aude Picault en laisse indifférents toute une poignée – ceux qui trouvent qu'elle est trop anecdotique, trop dramatique dans *Papa*, trop parisienne – tout autant qu'elle en accroche d'autres pour la vie et d'un seul trait (je fais partie de ceux-là). Ses bouches en canard, ses franges glamour et ses rondeurs anodines ne font que sublimer une recette qui marche très bien: mettre à nu son cœur de *cute* jeune fille célibataire, souvent insatisfaite, parfois au bord du suicide à l'encre de Chine.

> Une clope sur le balcon : « Mais en fait, à force d'avoir des tas d'histoires, moi je ne sais plus quand je suis amoureuse »; les premiers après-midi de soleil: « Victoire de la journée : changer une chambre à air » ; les journées sous la couette, l'appart en bordel, les conseils pas terribles d'une maman divor-

cée et le pain-beurre-café du matin pour affronter le monde. Dans ses carnets Moi je, Aude Picault est un Sempé moderne, au féminin. Qui plait également aux garçons – de source sûre.

Dans *Eva*, la série du magazine *Voici*, elle ajoute de la couleur, des problèmes de sac à main et des histoires de fringues. Avec bienveillance, elle se moque des *miss* aux grandes lunettes. Elle se moque aussi d'elle-même, sans doute.

Et de nous? Beaucoup.

Moi je et Moi je et cætera, Aude Picault, Warum. Eva, J. F. se cherche désespérément, Aude Picault, Glénat.

Cinéma

Caramel

DOULEUR EXQUISE

Valérie DELANEY

ne onctueuse mixture de couleur dorée, composée de sucre, de citron et d'un peu d'eau. Voilà donc ce délicieux caramel que l'on prépare quotidiennement au salon de beauté Si Belle, à Beyrouth. Source de plaisir et de torture, on le savoure goulûment avant de l'appliquer sur le corps des clientes. C'est qu'au Liban, le caramel sert de cire épilatoire.

Avec *Caramel*, Nadine Labaki fait ses débuts en tant que réalisatrice. Tourné avant la guerre qui a éclaté en 2006, on y décèle une volonté de s'éloigner du thème de la violence. Son film, qui balance élégamment entre drame et joie, est une ode à la liberté d'expression, à la femme, et plus particulièrement, à la vie. Il capture le quotidien de cinq femmes, toutes des interprètes novices à l'écran, mais de grand talent, qui se réunissent dans un salon de beauté pour bavarder et s'épauler les unes les autres. Il y a Layale (Nadine Labaki), la propriétaire. Malgré son statut professionnel, elle habite toujours chez ses parents, comme c'est souvent le cas chez les femmes célibataires. Amoureuse d'un homme marié, elle ignore les marques d'affection d'un policier (Adel Karam) épris d'elle. Jamale (Gisèle Aouad), quant à elle, est une femme d'âge mûr qui tente de reprendre sa carrière d'actrice, forcée d'être en compétition contre des jeunes filles. Nisrine (Yasmine Al Masri) craint la réaction de son fiancé lorsqu'il apprendra qu'elle n'est plus vierge, tandis que Rima (Joanna Moukarzel) est attirée par une séduisante cliente. Il y a également tante Rose (Siham Haddad), qui a sacrifié son bonheur pour s'occuper de Lili (Aziza Semaan), sa sœur mentalement déficiente.

Le salon devient alors une oasis pour échapper à la rigidité d'une société gouvernée par ses traditions, souvent au



NADINE LABAKI RÉALISE ET TIENT LA VEDETTE DE CARAMEL.

détriment de la femme. On y voit un visage du Liban jusqu'ici inconnu, impatient d'être découvert. On y montre des êtres complexes, en quête de tendresse, d'amitié et de reconnaissance. Nadine Labaki traite ses personnages avec amour et compréhension. Elle ne condamne ni les hommes, ni le contexte politique de son pays. Elle préfère nous garder avec elle, sous l'éclairage ambré du salon, afin d'aborder certains sujets universels comme l'innocence de l'enfant, le désespoir de l'adulte et, bien sûr, l'aspiration au bonheur.

Les images sont chaleureuses, colorées, dominées par le rose, le turquoise et l'orangé. La lumière, gourmande, nous enveloppe. Les scènes s'enchaînent dans une atmosphère sensuelle, empreinte d'une douce mélancolie, bercée par la musique nostalgique de Khaled Mouzanar qui allie piano, violon et instruments traditionnels. Une fascination s'empare de nous à mesure que les événements se dévoilent. À travers un humour léger et subtil, la sensibilité des personnages nous est alors révélée. Leurs aspirations, leurs amours trouvées ou perdues.

Caramel est une friandise douce-amère, qui fond tout doucement, célébrant les joies et les petites tragédies vécues chaque jour, sans que personne ne s'en aperçoive.

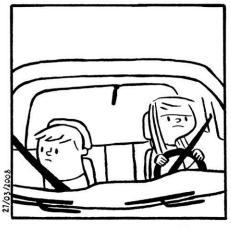
> Caramel, un film de et avec Nadine Labaki. France/Liban, 96 minutes, Présentement à l'affiche.

Paresse









paresse.ca

pascal

la DOGNE. un feuilleton aussi borné qu'imperturbable _ par david turgeon-



svaly





si ça ne marche pas, c'est que la guerre était VRAIMENT inévitable.



quelle sera l'étendue de la terrible victoire du DOGME? C'est bien ce qu'on espère ne jamais savoir-

Perdus sur l'île déserte





par Martin Vidberg











Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de Quartier Libre